

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

webmanagercenter.com

Hebdomadaire n°198 du 04 Juillet 2024 - 3 Dinars

BIGTECH

Le pari sur l'IA généralive



A LA UNE

Tunisie Industrie 4.0
Y être ou disparaître

ECO-FINANCE

Lutte contre l'économie
de rente
Des mesures pour
faciliter l'accès au
marché

AFRIQUE

FIAD 2024 :
Unir les efforts,
accélérer les investis-
sements, harmoniser
les stratégies

CULTURE

Voyage dans le temps
en Tunisie

Kia EV6. 100% électrique.



Movement that inspires

CITY CARS S.A/ CONCESSIONNAIRE Kia / 31, Rue des Usines ZI la Goulette-Kram/Tél : (216) 36 406 200.

Rejoignez nous sur nos pages :



WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

RÉDACTION

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 3 Dinars

Abonnement annuel : 120 Dinars

(inclus 2 mois gratuits)

CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

Hebdomadaire n°198 du 04 Juillet 2024



BIGTECH : le pari sur l'IA générative

Le tandem Skander Haddar, fondateur de BIGTECH et Samy Ayari, président de "Tunisian AI Society" (TAIS) co-organisateur concrétisent un rêve de hautes compétences. Ces deux battants ont l'habitude des grands rendez-vous professionnels.



FITA 2024 : Quelles promesses d'avenir ? L'Afrique, un continent systémique en quête d'une taille critique

À sa septième édition, réunie à Tunis, FITA 2024, conférence panafricaine annuelle organisé par TABC* a manifesté un credo fondateur : «l'Afrique n'est pas un marché, mais un partenaire».



FIAD 2024 : «Édifier des corridors commerciaux interconnectés pour unifier l'Afrique» dicit Wankele Mene, SG de la ZLECAF

Les pays africains ont besoin d'investissements pour transformer les chaînes de valeur, s'industrialiser et promouvoir l'inclusion économique et sociale.



Lutte contre l'économie de rente : Le ministère de l'Économie annonce des mesures pour faciliter l'accès au marché

Quelque 167 cahiers des charges relatifs à l'exercice des activités économiques seront révisés, sur 18 mois, tout en préservant les systèmes économiques et en tenant compte des aspects sociaux...



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



IDÉES & DÉBATS



SPORT



Tout savoir sur les nouvelles augmentations de salaires

Une augmentation de 7% des salaires minimums garantis (SMIG) a été décidée en faveur des salariés dans les secteurs non agricoles et agricoles...



Voyage dans le temps en Tunisie: Randonnée entre sites archéologiques et villages berbères

L'antique Aradi, l'actuel Sidi Jdidi à une quinzaine de kilomètres de Hammamet, le village berbère Douar Laaroussi, les collines d'El Monchar et les grottes préhistoriques de Sidi Latrach, sont autant de sites révélés pour être une composante importante du nouveau et premier parcours de la Route des Randonnées de Tunisie...



NEO BTE

L'AGENCE

VIRTUELLE

DE LA BTE



CREATED BY



بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats



Le pari sur l'IA générative

Lever de rideau sur BIGTECH, le rendez-vous des technologies et des start-up liées à l'IA. Un salon technologique aux ambitions multiples. BIGTECH, tient sa première édition du 26 au 29 juin au Parc des expositions du KRAM.

Le tandem Skander Haddar, fondateur de BIGTECH et Samy Ayari, président de "Tunisian AI Society" (TAIS) co-organisateur concrétisent un rêve de hautes compétences. Ces deux battants ont l'habitude des grands rendez-vous professionnels. Cependant en lançant BIGTECH, ils réalisent un exploit d'intelligence professionnelle. Ils insèrent l'IA

Générative comme priorité dans le débat national. Ce thème fait échos : L'IA Gen est le levier de la création de richesses de demain.

Un salon. Une grande ambition.

Les deux organisateurs ont diffusé une réflexion majeure. L'IA est à ses débuts. C'est le moment d'y aller. Alors, en avant toutes, laissent-ils entendre. IA Gen, devient la composante essentielle de toute projection d'avenir et de tout travail de planification économique. Skander Haddar a mis la balle au centre. L'IA n'est-elle pas le prisme à travers lequel on peut refonder le business model national ?

Et dans cette perspective, il a pu mettre la société tunisienne, vent debout, au service de la cause. Nizar Ben Neji, ministre des Télécom, dans son speech inaugural, disait, en substance, que notre politique actuelle abondait en ce sens.

L'IA Générative est le levier de la création de richesses de demain

Samy Ayari pour sa part, assurait l'ouverture sur les ailes. Il a mobilisé la Diaspora tunisienne composée d'insiders aux commandes chez GAFAM. Leur ralliement est de fibre patriotique. Leur engagement est un pari sur

le génie de la jeunesse tunisienne. Et les voilà qui donnent le la. Oui soutiennent-ils, l'IA Générative est une Technologie à Grande Vitesse. Elle peut améliorer la physionomie high-tech du site tunisien, rallumant toute son attractivité.

D'ailleurs Nvidia a lancé un programme de formation à Novation City, le Technopark de Sousse, un programme de formation à l'adresse de 300 jeunes nouveaux diplômés.

BIGTECH, à son coup d'essai montre des capacités à impacter l'orientation technologique du Continent. Ce Salon gagnerait à être implémenté aux couleurs africaines. Ce serait un gros challenge d'émancipation technologique.

 **L'IA n'est-elle pas le prisme à travers lequel on peut refonder le business model national ?**

IA Générative en stream

IA Générative va tout balayer sur son passage. La téléphonie mobile, en comparaison avec l'IA, avait une allure de tortue. Le téléphone portable a mis 16 ans pour atteindre le palier des cent millions d'utilisateurs. Chat GPT l'a fait en 3 mois. Les entreprises de IA sont des licornes en

puissance. Nvidia à vite rattrapé la capitalisation boursière de Microsoft.

L'opportunité pour la Tunisie

IA a pris son envol mais n'a pas encore pénétré le système économique dans son ensemble. Elle a démontré ses capacités à transformer tous les secteurs d'activité mais elle n'a pas, pour l'heure, encore imposé sa suprématie sur terrain.

COPILOT, à titre d'exemple, logiciel de chez Microsoft, peut décharger un dirigeant d'entreprise du follow up, du woeding et du tracking des réunions de travail. c'est ubuesque.

Être partout sans quitter son bureau, c'est désormais possible. Ce n'est là qu'un aspect parmi tant d'autres du pouvoir de l'IA. Celle-ci peut investir tous les processus de production et modifier en conséquence la structure de l'entreprise. A l'heure actuelle, des prototypes de service clients sont encore en phase expérimentale.

On peut dialoguer avec un avocat reproduit en hologramme. Le personnage est virtuel mais les compétences sont totales et précises. La médecine par IA fournirait des prestations des plus fiables. Il faut savoir que l'IA pour se développer se nourrit de Big

data. La bonne nouvelle est qu'à l'heure actuelle, 15% seulement de la data est exploitée par IA. Celle-ci n'a pas encore atteint son Haut débit. L'on peut donc la rallier, sans grand frais, insistent les spécialistes.

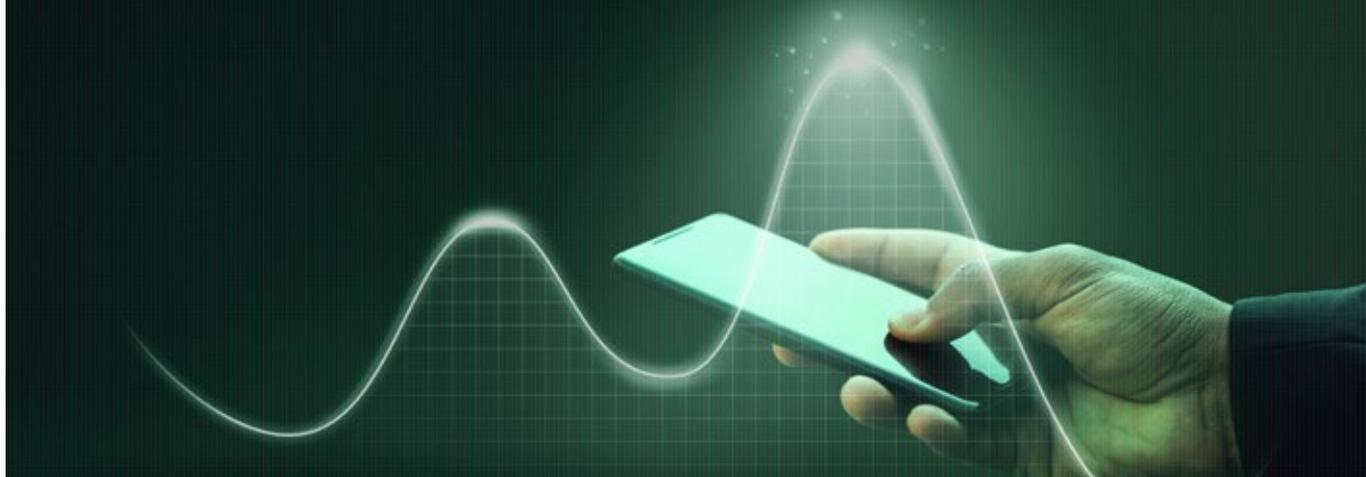
Les risques de l'IA

La Tunisie a accueilli en 2005 le Sommet Mondial de la Société de l'Information. La question de la gestion planétaire c'est-à-dire collective de l'Internet avait été évoquée. Les choses en sont restées là car ICANN, entité privée, a gardé la main sur Internet. La chose pourrait être répliquée pour l'IA.

 **L'IA Générative est une Technologie à Grande Vitesse. Elle peut améliorer la physionomie high-tech du site tunisien rallumant toute son attractivité**

La manipulation des données personnelles, matière première de la Big Datas renvoie à une question d'éthique. Par conséquent, tout incite à une régulation collective de l'IA. Comment opérateurs et Etats vont-ils pouvoir se concerter sur la question? Une charte morale réglerait la question.

Ali Driss



Économie numérique

La Tunisie a encore du chemin à parcourir pour s'ériger en une destination attractive

A croire de récentes études de think tanks spécialisés dans les nouvelles tendances d'attractivité des IDE dans le bassin méditerranéen, la Tunisie en tant que site de production internationale ne peut plus compter, dans le futur sur les atouts des bas salaires et des avantages fiscaux et financiers pour attirer les investisseurs étrangers de plus en plus enclins à investir dans le numérique.

Conscientes, depuis bien longtemps de cette donne, les autorités économiques tunisiennes et les économistes du pays ont perçu dans l'innovation une piste à explorer pour y remédier.

Les progrès accomplis en matière d'innovation sont mesurés sur

la base de plusieurs critères. Il s'agit entre autres de la qualité des institutions, de l'éducation, de la recherche et du climat des affaires. A ces paramètres s'ajoutent la sophistication de la production et des exportations de services technologiques et créatifs.

Les stratégies industrielles adoptées dans le passé, orientées essentiellement vers l'exportation, sont devenues de moins en moins viables et de moins en moins efficaces.

Au rayon des réalisations accomplies en Tunisie, elles sont très maigres. Il y a lieu de signaler, au plan institutionnel, le

changement de la dénomination de l'ancienne Agence de promotion de l'investissement dans l'industrie (API). Elle est, désormais, dénommée, depuis des années, Agence de promotion de l'investissement et de l'innovation (APII).

Prise de conscience de l'enjeu de l'innovation

A cela s'ajoute une prise de conscience généralisée de l'urgence de migrer vers l'innovation. Tout récemment, lors d'un récent séminaire, organisé au mois d'avril 2024, sur la relance des IDE en Tunisie, la première responsable de la promotion des IDE, Namia Ayadi, présidente de l'Instance tunisienne de l'investissement (TIA) a reconnu que « les stratégies industrielles adoptées dans le passé et qui sont orientées essentiellement

vers l'exportation, sont devenues de moins en moins viables et de moins en moins efficaces ».

Pour elle, la tendance aujourd'hui est à l'innovation. « Nous avons besoin de passer d'un modèle qui est basé sur une industrie à faible valeur ajoutée vers un modèle où l'innovation et les nouvelles technologies doivent être au cœur de la croissance. D'où l'enjeu pour la Tunisie d'attirer des IDE innovants, utilisant les nouvelles technologies et prenant en considération des paramètres comme le défi climatique et la relocalisation », a-t-elle dit.

🔴🔴 Nous avons besoin de passer d'un modèle qui est basé sur une industrie à faible valeur ajoutée vers un modèle où l'innovation et les nouvelles technologies doivent être au cœur de la croissance

Pour leur part, deux économistes chevronnés en l'occurrence, Abderrzak Zouari et Hamadi Fehri, auteurs, du récent ouvrage économique « L'économie tunisienne à l'épreuve de la démocratie : Acteurs institutions et politiques » estiment que la recette miracle pour créer un nouveau modèle économique attractif pour les IDE en Tunisie réside dans l'investissement et la promotion de l'innovation, la

science et la technologie (STI).

Indépendamment de cette prise de conscience stérile au double plan administratif et de la recherche économique, ce qui est visible sur le terrain est loin de prouver que la Tunisie est sur la voie de mettre en place un écosystème favorisant l'innovation.

L'environnement général ne favorise pas l'innovation

Selon le classement 2023 de l'indice mondial de l'innovation publié, depuis 2007, par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la Tunisie occupe certes la 79ème place sur un total de 132 pays listes. Seulement en dépit de cette bonne note positive, la Tunisie traîne d'importantes insuffisances en matière d'innovation.

Parmi celles-ci, l'index global d'innovation pointe du doigt la mauvaise qualité de l'environnement des affaires en général.

Dans le détail, le rapport cite : des tarifs douaniers élevés, un écosystème de recherche peu développé, des exportations au contenu technologique réduit, un recours insuffisant à l'économie de la connaissance et une main d'œuvre non numérisée.

Le rapport évoque également la faible qualité des institutions,

l'instabilité juridique, la faiblesse de l'investissement dans l'infrastructure dédiée à l'innovation, les rigidités du droit social et son principal corollaire le coût élevé des licenciements... Et la liste des insuffisances est loin d'être clôturée.

🔴🔴 La Tunisie a encore un long chemin à parcourir pour s'ériger en une niche attractive sur le marché international des industries numériques créatives

Augmenter les budgets et intensifier l'investissement dans l'innovation

Globalement, les observateurs de l'économie tunisienne pensent que la Tunisie a encore un long chemin à parcourir pour s'ériger en une niche attractive sur le marché international des industries numériques créatives.

Pour y parvenir, ils recommandent aux autorités tunisiennes d'augmenter le budget alloué à l'innovation, d'investir gros dans la formation numérisée et d'ancrer dans les entreprises les deux principaux requis de l'innovation : le souci de l'excellence et le souci de la qualité.

Abou SARRA



Tunisie Industrie 4.0

Y être ou disparaître

Au mois de février 2022, l'Union européenne lançait avec la Tunisie, un programme visant l'accompagnement de la modernisation de l'industrie tunisienne dans une démarche d'innovation et de développement technologique appuyant la transition vers l'industrie 4.0. Le budget total du programme s'élève à 12.2 Millions € (41 084 MD) avec une contribution de l'Union Européenne : 10.6

Millions €, (près de 37 MD). Deux ans après, y-a-t-il eu des avancées dans cette transition?

Mais d'abord, qu'est ce que l'industrie 4.0 ? C'est une industrie qui utilise des hautes technologies pour le contrôle et la surveillance des machines en temps réel en installant des capteurs à chaque étape du processus de production. Le but est d'optimiser la production en usant de moins

de temps, d'améliorer la qualité des produits, d'anticiper les pannes et d'assurer l'entretien des équipements à temps.

La Banque mondiale avait dans une étude publiée en 2020 estimé que la maturité de l'économie numérique tunisienne est à mi-chemin entre émergente et modérée avec un score moyen de 2,4 sur une échelle de 1 à 5.

“Les dividendes socio-

économiques des technologies numériques émergent timidement en Tunisie, malgré les efforts réalisés depuis le premier plan stratégique de 2010/2011 pour le développement du secteur des TIC.

Plusieurs projets et initiatives ont été lancés pour améliorer les fondations analogiques, accélérer la transformation numérique de l'administration et renforcer le secteur du numérique principalement le secteur des TIC.

L'industrie 4.0 est une industrie qui use des hautes technologies pour le contrôle et la surveillance des machines en temps réels

L'environnement institutionnel de l'économie numérique a été également doté de plusieurs structures et instances de pilotage et de gouvernance mais la cadence de l'exécution des projets numériques n'évolue pas au rythme de l'évolution de l'économie numérique dans la région et dans le monde.

Aujourd'hui, le monde vit une révolution industrielle numérique axée sur l'autonomisation du travail, l'amélioration des processus, la création de nouveaux services et produits et

l'apparition de nouveaux modes de financement tels que le capital-innovation et le crowdfunding.

La gestion des connaissances se transforme également, tout comme l'économie collaborative et l'économie de la connaissance. Dans ce contexte, l'adoption des nouvelles technologies est incontournable pour que les entreprises survivent.

En Tunisie, l'industrie représente près d'un quart de l'économie, avec des secteurs clés tels que la manufacture, l'agroalimentaire et l'électronique. La « Stratégie industrielle et d'Innovation Horizon 2035 » vise à consolider la transformation numérique de l'industrie tunisienne en utilisant des technologies numériques telles que la robotique, l'automatisation et l'intelligence artificielle.

L'objectif est de favoriser la flexibilité, l'analyse et les prévisions des chaînes de production industrielles. La production industrielle se transforme sous l'effet conjugué de l'interconnexion croissante des machines, des stocks et des produits grâce à l'Internet des Objets (IoT), des fonctionnalités des logiciels embarqués sur les machines, de l'analyse des volumes considérables de données numériques, et de l'accès universel à une puissance de calcul, rendu possible par

l'infonuagique (ou Cloud).

Or selon une étude réalisée par l'ITES reprise dans le cadre du document sur la Stratégie industrielle et d'Innovation Horizon 2035, la demande dans le domaine de l'IoT est encore balbutiante même dans les grandes entreprises tout comme la blockchain est à l'état embryonnaire alors qu'elle joue un rôle majeur et représente un vecteur essentiel d'accélération de la transformation numérique de la chaîne logistique ainsi que de la sécurisation des paiements.

La banque mondiale avait dans une étude publié en 2020 estimé que la maturité de l'économie numérique tunisienne est à mi-chemin entre émergente et modérée avec un score moyen de 2,4 sur une échelle de 1 à 5

Des évaluations différentes sur la place de la Tunisie dans l'innovation économique et industrielle

Hechmi Alaya a déploré, dans le numéro 23 d'Ecweek, magazine économique de référence, le fait que la Tunisie soit classée 90ème mondial sur 100 pays au classement 2024 des 100 meilleurs écosystèmes startup établi par StartupBlink.

Il commente : “les conséquences de ce retard de développement sont néfastes pour une Tunisie qui doit encore beaucoup investir pour assurer une connectivité numérique de base fiable et abordable. Elle n’aurait pas suffisamment investi et favorisé l’innovation et les partenariats tant dans le secteur public que privé, pour accélérer sa transition numérique.

Au classement établi par la Banque Mondiale, notre pays ne fait même plus partie du top 10 des pays d’Afrique (où figurent l’Égypte au 2ème rang, l’Algérie au 4ème et le Maroc au 5ème) qui constituent selon la Banque, le fer de lance de la quatrième révolution industrielle du continent et les pays qui produisent le plus de richesses grâce à leur écosystème numérique”.

L’objectif est de favoriser la flexibilité, l’analyse et les prévisions des chaînes de production industrielles

Un autre son de cloche est celui du classement “Global Innovation Index” mis au point par l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l’Institut européen d’administration des affaires (Insead) et l’université américaine

de Cornell qui donne la Tunisie pour 4ème en Afrique et 79ème sur 132 pays quant à la capacité de tirer au mieux parti de l’innovation.

L’indice mondial de l’innovation (GII) met en avant le Start Up Act adopté en 2018 et parle des efforts déployés par la Tunisie en faveur de l’innovation dans divers secteurs et du réglementaire et fiscal favorable au développement des start-up ainsi que de certaines conditions spécifiques propices aux jeunes entreprises innovantes du pays. Hechmi Alaya tire pourtant la sonnette d’alarme. Il parle d’une Tunisie à la traîne (10ème sur les 13 pays d’Afrique retenus par StartupBlink) qui ne parvient à aligner qu’une seule ville parmi les mille villes du monde qui offrent un écosystème favorable à l’éclosion des startups : “Tunis, rangée à la 342ème place, loin derrière Le Caire (97ème) ou encore Nairobi (113ème)”.

Nous sommes là face à des appréciations différentes sur la place de la Tunisie dans l’innovation économique et industrielle qui pourraient être expliquées par les critères pris en compte dans la classification des capacités innovatrices des pays selon les institutions évaluatrices. Mais il est un fait indéniable : la Tunisie jadis appelée dragon de l’Afrique ne figure plus au firmament des pays les plus

avancés sur le plan industriel.

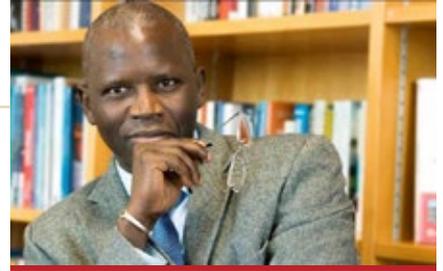
Le pays du startup Act est en retard dans l’industrie 4.0 !

La Tunisie a été un pays précurseur dans la mise en place du startup Act pour le développement des startups. Il y a eu une grande vague de startups ingénieuses par leurs capacités innovatrices et créatrices.

Les plus importantes sont malheureusement parties s’installer sous d’autres cieux parce que l’écosystème n’est pas idéal pour leur développement qu’il s’agisse du cadre réglementaire -nous attendons encore la promulgation du code de change- des financements ou des infrastructures numériques.

Le fait est que sans les startups, nous ne pouvons pas développer une industrie 4.0 ? Pourquoi ? Parce que tout simplement, elles permettent aux firmes manufacturières de collecter des données concernant l’usage et la maintenance de leurs machines ou encore la gestion de leurs stocks, afin d’optimiser leur processus de production, parce qu’aussi, l’IA est en train de révolutionner nombre d’industries et de disciplines telles les biotechnologies, les sciences du médicament ainsi que les industries manufacturières.

Les exemples tunisiens les



plus éloquents sont Instadeep dans l'intelligence artificielle et Enova Robotics dans l'industrie manufacturière ou encore .

La Tunisie est-elle sur la bonne voie ? Kais Mejri, PDG de l'AFI réponds *: "Il est nécessaire pour notre pays de bien négocier les virages technologiques afin de garder la pérennité et assurer le développement de notre économie et particulièrement notre industrie. L'industrie 4.0 est une thématique centrale pour les industries d'aujourd'hui. Les cas d'usage ne manquent pas pour démontrer ses bienfaits et son potentiel. Le management doit saisir cette opportunité pour s'adapter et aboutir ainsi à un « management 4.0».

Kais Mejri, PDG de l'AFI réponds : "Il est nécessaire pour notre pays de bien négocier les virages technologiques afin de garder la pérennité et assurer le développement de notre économie et particulièrement notre industrie

Passer à l'industrie 4.0, c'est se donner l'infrastructure et les moyens pour innover, être compétitif, saisir les occasions

d'affaires et prospérer. Il est donc urgent que les PME manufacturières fassent le saut vers l'usine du futur, pour rattraper leur retard et conquérir de nouveaux marchés.

Kais Mejri, indique que le ministère de l'Industrie et des PME a commencé à faire appel aux technologies de l'IA à travers le lancement de plusieurs projets pilotes dont le lancement d'un agent intelligent (Chabot) afin d'orienter les entreprises et l'usager de service public.

Il précise toutefois qu'il faut faire plus : "Il faut mettre une stratégie nationale volontariste et proactive pour créer les conditions nécessaires pour l'émergence d'un marché de l'IA en Tunisie. Une telle stratégie doit être le fruit d'un partenariat public privé où l'accès aux données (publiques et privées) est le principal pilier.

Développer la culture de l'innovation entre acteurs économiques publics et privés, encourager les investissements en nouvelles technologies sont aujourd'hui impératifs pour avoir sa place sur l'échiquier économique mondial.

Pour la Tunisie, il s'agit d'être ou de disparaître

Amel Belhadj Ali

10 milliards de dinars

Le vice-président de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Ousmane Dione, actuellement en visite en Tunisie, a souligné l'engagement de la BM à renforcer le partenariat avec la Tunisie et à continuer de lui fournir le soutien nécessaire, notamment, en ce qui concerne les projets dans les secteurs de l'enseignement supérieur, l'énergie, la protection sociale et l'eau, au titre de la période 2025-2026.

Reçu par la ministre de l'Economie et de la Planification, Feriel Ouerghi Sebai, le responsable, dont les propos sont rapportés mardi, par un communiqué de ce département, a fait savoir que sa visite en Tunisie, s'inscrit dans le cadre de la volonté d'identifier les priorités de développement du pays.

La Banque mondiale finance actuellement 16 projets en Tunisie, totalisant près de 3,3 milliards de dollars (10,2 milliards de dinars). Ces projets visent à relever les défis prioritaires en matière de développement, à réduire la pauvreté, à promouvoir l'inclusion sociale et à atténuer aux effets du changement climatique sur l'économie du pays.

نجاح حرفائنا هو نجاحنا

أكثر من 900 000 حريف
نرافقوهم في رحلة نجاحهم





FITA 2024

Quelles promesses d'avenir ? L'Afrique, un continent systémique en quête d'une taille critique

À sa septième édition, réunie à Tunis, FITA 2024, conférence panafricaine annuelle organisé par TABC* a manifesté un crédo fondateur : "l'Afrique n'est pas un marché, mais un partenaire".

Tous les pays qui entendent exporter vers le reste du continent devraient envisager également de faire leur sourcing sur place, laissait entendre Anis Jaziri, Président de TABC.

Tout le monde y gagnerait, dira Fatma Thabet Chiboub, ministre de l'économie, des Mines et de l'Énergie dans son speech

d'inauguration. Pour rappel, le commerce inter africain ne représente que 15% des échanges du continent. Le ton est donné !

Quel modèle économique privilégié : Vers un consensus de Tunis ?

L'Afrique, une immense mosaïque de 54 pays avec des individualités variées. Commercer ensemble renvoie à une question essentielle : quel modèle économique favoriserait l'intégration continentale ?

Certes, il n'existe pas de

standard, cependant on gagnerait à implémenter un "Business model" de référence. La RDC, invitée d'honneur de cette édition ainsi que les autres pays conviés aux "Side Events" pourraient alimenter une action d'économie comparée.

Tout le monde connaît la finalité recherchée : À toutes les conférences internationales tel FITA, on évoque l'industrie 4.0, la transition écologique, de même que le souci de décarbonation.

Mais quelle serait la voix passante ? En l'occurrence, nous considérons qu'une concertation

sur les diverses expérimentations touchant au rôle de l'Etat, celui du secteur privé cadre macro économique, constitueraient un tronc commun. L'on est à espérer un Consensus de Tunis sur la question.

Comment doper l'allure de cet ensemble africain qui s'est mis en dynamique d'intégration ?

La ZLECAF, une grande ambition

A défaut d'une entente sur le Business Model, le Continent s'en remet à la dynamique induite par la ZLECAF. Cette zone de libre-échange servirait-elle de viaduc pour connecter les pays africains entre eux ? Cette OMC continentale pourrait-elle devenir un observatoire de guidance économique.

Commercer ensemble renvoie à une question essentielle : quel modèle économique favoriserait l'intégration continentale ?

Elle a nourri une énorme réflexion stratégique. Son postulat est que la connexion du réseau routier continental jouera un rôle déterminant dans le renforcement de l'intégration économique. Il

est bien établi que l'expansion commerciale sert la croissance. Les réseaux routiers muteraient en quelque sorte en corridors de croissance.

Au bout du compte le continent, s'il se donnait un plan directeur, parviendrait à optimiser son découpage avec un maillage territorial intégrateur. De surcroît, le réseau routier est mis en ligne avec l'infrastructure logistique, entendez ports et aéroports. Et là-dessus on peut planifier avec précision et espérer des effets en retour, structurants notamment si on y greffait les oléoducs et autres gazoducs

Quel rôle pour l'IA ?

Comment doper l'allure de cet ensemble africain qui s'est mis en dynamique d'intégration ? Atteindre des paliers élevés de technologie serait à l'évidence un booster de performance. Le continent commence à nourrir quelques prétentions légitimes et réalistes en la matière. Des sites nationaux de-ci, de-là sont en train de percer. Avec l'IA les choses iront certainement plus vite. Il s'agit là d'un économiseur de temps, sans pareil.

Le continent s'est jeté dans la course et il lui faudra trouver son tempo. Les pays africains s'accorderont-ils sur un plan directeur ? TABC a régulièrement aidé le Continent à s'auto

ausculter ce qui nourrit beaucoup d'espoir.

TABC se délocalise

Lors de FITA 2024, TABC a annoncé un plan d'action collectif dénommé "Kawafel reach Africa". TABC se délocalise et prend pied au Sénégal et en RDC, dans un premier temps.

La ZLECAF servirait-elle de viaduc pour connecter les pays africains entre eux ?

Ces deux nouvelles plateformes permettront un meilleur travail sur terrain. Dans ce sillage divers consortiums se sont constitués et se délocaliseront en fonction de leur feuille de route propre. [TABC](#) est parvenue à enthousiasmer L'Agence Française de Développement laquelle a mobilisé une enveloppe de 600.000 euros pour financer l'opération. C'est un banco réussi que de trouver un financement français à l'heure où la France fait du déRisking sur le Continent. Quand les africains prennent leur destin en main, ils sont en mesure de donner un profil rassurant au Business sur le Continent.

Ali Driss

**TABC : Tunisian African Business Council*



Les entreprises allemandes en Tunisie

Confiantes pour l'avenir malgré des défis

Les entreprises à participation allemande en Tunisie dressent un bilan plutôt satisfaisant et portent un regard positif sur l'avenir, malgré un contexte économique incertain et de nombreux défis qui sont à relever pour le développement économique, c'est ce qui ressort d'une enquête présentée jeudi, par la Chambre tuniso-allemande de l'Industrie et du Commerce (AHK), lors d'une conférence-débat tenue à son siège à Tunis .

En effet, 81% des entreprises allemandes déclarent avoir enregistré, en 2023, le même ou un chiffre d'affaires plus élevé que l'année précédente,

a fait savoir Jörn Bousselmi, directeur Général de l'AHK, en se basant sur les résultats de cette enquête annuelle sur la situation et perspectives des sociétés allemandes en Tunisie, menée ce mois-ci, auprès d'un échantillon représentatif de plus de 30% de sociétés appartenant, principalement, aux secteurs de l'Industrie, de la distribution et des services.

Cette situation "plutôt encourageante" a conduit 47% des entreprises interrogées à revoir à la hausse le nombre d'employés durant l'année écoulée.

Exprimant "un léger optimisme", ces entreprises estiment que leurs perspectives seront bonnes (34%) ou moyennes (51%) au titre de 2024, alors que 15% sont plutôt pessimistes. Ce même regard plutôt positif est porté pour l'année 2025.

De plus, la majorité des entreprises prévoient une stabilité (53%) ou une évolution (20%) de leurs investissements en 2024 avec une hausse en 2025.

Si la majorité des entreprises envisagent d'avoir le même effectif pour les deux prochaines années, un nombre significatif (plus de 25%) d'entre elles

s'attendent à augmenter leur effectif. Peu de répondants imaginent une baisse dans ce domaine (moins de 20%).

81% des entreprises allemandes en Tunisie ont enregistré un chiffre d'affaires stable ou en hausse en 2023.

S'agissant des obstacles entravant leur développement économique pour la période pour les années 2024 - 2025, plus de 40% des entreprises sondées s'accordent pour dire que l'environnement sociopolitique reste comme l'année dernière, leur principale préoccupation.

La douane, un obstacle persistant

En ce qui concerne les domaines où l'on identifie des difficultés avec les autorités publiques tunisiennes, les sociétés sondées soulignent que la douane se classe au premier rang (48%), suivie de près par l'Administration (45%). La troisième contrainte reste la Banque Centrale (25%). Il s'agit des mêmes contraintes que l'année dernière, perturbant le fonctionnement optimal des entreprises allemandes.

Pour le président de l'AHK, Ghazi El Bich, le personnel douanier

reste très collaboratif avec les opérateurs économiques étrangers, cependant, ils sont bloqués par le cadre réglementaire existant.

Pour ce qui est des indicateurs macro-économiques, l'enquête révèle que la majorité des entreprises allemandes continuent à exprimer leur pessimisme quant à l'inflation et s'attendent à une dévaluation du Dinar tunisien pour les deux années à venir. La visibilité à moyen et long termes reste ainsi brouillée, selon la même source.

En dépit de ces défis, a souligné Bousselmi, la Tunisie demeure un pays de prédilection qui draine les projets d'investissements directs allemands. Les atouts du pays comme la proximité géographique, la qualification, la disponibilité de la main d'oeuvre et les coûts de production compétitifs attirent toujours les entreprises allemandes.

La majorité des entreprises allemandes en Tunisie prévoient une stabilité ou une évolution de leurs investissements en 2024

Le président de l'AHK a, dans ce contexte, souligné l'impératif pour la Tunisie de saisir les opportunités qui s'offrent à elle

et de tirer parti de ses différents atouts, ce qui permettra d'accroître son attractivité pour les investisseurs internationaux en général et pour l'Allemagne en particulier, qui est un partenaire privilégié.

L'environnement socio-politique reste la principale préoccupation des entreprises allemandes en Tunisie

Le tissu économique tunisien compte aujourd'hui 300 entreprises à participation allemande, employant plus de 90 000 personnes.

Pour rappel, le flux des investissements directs étrangers hors énergie a enregistré au cours de l'année 2023, une hausse significative permettant de réaliser 638 opérations d'investissement d'une valeur totale de 1 916,3 millions de dinars, créant ainsi 147 476 nouveaux emplois directs, d'après les chiffres de l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur en Tunisie (FIPA).

Sur ces IDE, 237,89 MD sont à l'initiative d'investisseurs allemands, plaçant ainsi l'Allemagne à la 4ème position en termes de répartition par pays du flux des IDE.



Transport ferroviaire du phosphate

Un nouveau souffle grâce à un financement saoudien

La production du phosphate a enregistré un accroissement de 8,4% en termes de variation annuelle à 789812 tonnes au cours du premier trimestre 2024, selon les données de la Compagnie des Phosphates de Gafsa rapportées par l'ITCEQ dans le cadre de son tableau de bord de la conjoncture économique pour le premier trimestre 2024.

La même source a indiqué que la production du phosphate a été marquée, durant l'année 2023, par un repli de 48% à 2,9 millions de tonnes, par rapport à des prévisions initiales de l'ordre de 5,6 millions de tonnes et de 9,4% par rapport à l'année 2022 (3,2 millions de tonnes).

Notons, que d'après les statistiques de l'INS, les

exportations du secteur de mines, phosphates et dérivés ont baissé de 21,9% à fin mars 2024, de 26,3% durant les quatre premiers mois 2024 et de 31,1% à fin mai 2024.

Jadis pilier stratégique de l'économie nationale, le secteur des phosphates traverse depuis de longues années, des difficultés structurelles, notamment celle

relative au transport ferroviaire des phosphates. Lesquelles ont impacté son niveau de production ainsi que sa contribution au PIB et aux exportations nationales.

Auditionnée le 10 mai 2024, par la commission des finances et du budget à l'ARP, la ministre de l'Industrie, Fatma Chiboub a souligné que la contribution du secteur des phosphates au PIB a régressé de 3%, avant 2011, à 1% actuellement et aux exportations de 10 et 12%, avant 2011, à 3%, aujourd'hui.

Une convention de crédit conclu

le 22 février 2024, entre la Tunisie et le Fonds saoudien pour le développement (SFD), d'un montant de 172,7 millions de dinars (55 millions USD) pour le cofinancement d'un projet de rénovation du réseau ferroviaire destiné au transport du phosphate, a été adoptée, le 12 juin 2024, par l'ARP.

Le projet de rénovation du réseau ferroviaire destiné au transport du phosphate, dont le coût global s'élève à 518 millions de dinars, est piloté par la Société nationale des chemins de fer tunisiens (SNCFT). Il vise à rénover et à

renforcer une partie (190 km) des lignes ferroviaires assurant le transport de phosphate, dans l'objectif de favoriser le transport de quantités plus grandes de phosphate et d'en optimiser les coûts.

La première phase de ce projet concerne la partie du réseau ferroviaire de transport de phosphate situé dans le sud tunisien notamment, dans les gouvernorats de Sfax, Gafsa et Gabès. La réalisation de cette première phase s'étalera sur 2 ans.



«L'épargne est un vecteur de croissance que nous encourageons par tous les instruments»
Sihem Boughdiri Nemssia - Ministre des Finances



Spécialiste de la fiscalité pour y avoir passé la majeure partie de sa carrière au ministère des Finances après une maîtrise en sciences économiques, un diplôme de l'École nationale des diplômés de Clermont-Ferrand et un cycle supérieur de l'École nationale d'Administration, Sihem Boughdiri Nemssia a été nommée ministre des Finances en août 2021.

Celle qui tient la plume des comptes financiers de la Tunisie est réputée modeste, rigoureuse et engagée dans la défense des intérêts de l'Etat.

Ouvrente tout en étant prudente, elle s'est volontiers prêtée au jeu de questions réponses de WMC sur un thème majeur pour l'économie : l'épargne.

Il est à rappeler que le Plan d'épargne logement a été accordé à la 94^{ème} tranche de crédits d'un montant de 5% et un crédit complémentaire d'un taux de 2,7% pour une durée de 25 ans.

Les banques estiment que la Banque de l'habitat bénéficie d'un avantage historique avec un prêt à 25 ans, cela ne garantit pas la compétitivité des autres banques. Pensez-vous qu'on doit réviser cette réglementation ?

L'Etat a déjà communiqué l'objectif de 10% pour l'épargne en 2022. L'Etat a déjà communiqué l'objectif de 10% pour l'épargne en 2022. L'Etat a déjà communiqué l'objectif de 10% pour l'épargne en 2022.

L'Etat soutient l'épargne, et nous pouvons aller plus loin, nous sommes ouverts à toutes les suggestions pour l'encourager. Reste que l'épargne est aussi une question de culture.

LES 100 JOURS SAKAN



**DES CRÉDITS IMMOBILIERS
AUX TAUX LES PLUS AVANTAGEUX**



ATB

البنك العربي لتونس

@ArabTunisianBank



www.atb.tn



Lutte contre l'économie de rente

Le ministère de l'Économie annonce des mesures pour faciliter l'accès au marché

Quelque 167 cahiers des charges relatifs à l'exercice des activités économiques seront révisés, sur 18 mois, tout en préservant les systèmes économiques et en tenant compte des aspects sociaux, a annoncé le directeur général chargé de l'amélioration du climat des affaires, au

ministère de l'Économie et de la planification, Mohamed Ben Abid.

Intervenant au cours d'un atelier organisé, jeudi, sur la méthodologie de révision des cahiers des charges relatifs à l'exercice des activités économiques « lutte contre

l'économie de rente et facilitation de l'accès au marché », Ben Abid a souligné que tous les secteurs économiques sont concernés par cette mesure, citant à titre d'exemple l'agriculture, le tourisme, le transport et la technologie de communication.

Et d'ajouter que la priorité sera

accordée aux cahiers des charges les plus compliqués et qui paralysent l'économie nationale.

Ben Abid a fait remarquer que le ministère a débuté, en 2018, la suppression des autorisations d'exercice des activités économiques afin de libérer l'entrepreneuriat, simplifier les procédures pour les investisseurs et lutter contre l'économie de rente.

Il a rappelé la suppression d'une première liste comportant 25 autorisations, puis une deuxième liste composée de 27 autorisations, soulignant que le ministère œuvre actuellement à la suppression prochaine de 33

autorisations.

De son côté, le ministre de l'Agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche, Abdelmonem Belataï a appelé à fournir un climat propice à l'investissement.

« **Plusieurs investisseurs ont quitté le pays et investi dans d'autres destinations** », a-t-il ajouté.

Il a mis en garde contre la propagation de la corruption dans le pays, soulignant la nécessité de lutter contre ce

phénomène notamment au niveau de l'administration qui est devenue un cauchemar pour les investisseurs, freinant le développement de leurs projets à cause de la bureaucratie.

Il a fait savoir dans ce cadre que son département œuvre à faciliter l'obtention des autorisations par les investisseurs dont les demandes sont conformes aux procédures en vigueur.

Et d'ajouter que plusieurs autorisations ont été supprimées et 21 nouveaux cahiers des charges ont été élaborés, portant ainsi le nombre total des cahiers au niveau du ministère à 49.





Frontière tuniso-libyenne

Vers la fin d'une manne clandestine de carburant ?

En prévision de la réouverture imminente du poste frontalier de Ras Jedir après une fermeture de plus de trois mois, des informations concordantes nous apprennent que les forces de sécurité libyennes mènent,

actuellement, une campagne de grande envergure sur les accès aux poste frontalier, pour interdire l'exportation, au-delà des quantités légalement autorisées du carburant vers la Tunisie.

La campagne, qui concerne aussi bien les citoyens tunisiens que les citoyens libyens, a pour objectif de lutter contre la contrebande « excessive » dont fait l'objet le carburant libyen, et ce, pour une raison simple : le prix actuel du diesel par litre s'élève à 0,031

Dollar américain, l'équivalent de 960 millimes tunisiens. La Libye est ainsi, le deuxième pays dont les carburants sont les moins chers au monde après l'Iran.

Cette campagne intervient après la décision de restructuration de la subvention des carburants annoncée, le 10 janvier 2024, par le gouvernement AbdelHamid Dbeibah, appelé également gouvernement d'unité nationale (GNU).

D'après les observateurs des relations tuniso-libyennes, cette décision risque, pour peu qu'elle soit appliquée avec beaucoup de rigueur, d'impacter négativement la Tunisie.

Cette décision risque, pour peu qu'elle soit appliquée avec beaucoup de rigueur, d'impacter négativement la Tunisie

La décision libyenne impactera négativement la Tunisie

Acepropos, l'universitaire tunisien Ridha Chkoundali considère que « les carburants importés de manière non réglementaire de Libye et d'Algérie résolvent en partie les difficultés rencontrées par les gouvernements pour en importer en devises. Selon lui, les quantités importées illégalement

représentent 25% des besoins de l'économie du pays ce qui permet de réduire le coût au niveau de l'importation des carburants et au niveau du déficit commercial».

une augmentation de la demande des carburants en Tunisie et son corollaire, une hausse du coût des subventions de la Tunisie qui œuvre, actuellement, à équilibrer ses finances publiques

Il a ajouté qu'«en plus de ce gain économique pour l'Etat, il y a également le volet social car une bonne partie de la population tunisienne vit des opérations de la contrebande aux frontières est et ouest du pays ».

Le think tank tunisien, l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprise (IACE) s'est penchée, à son tour, sur les répercussions directes et indirectes de cette décision libyenne. Dans une note rendue publique, l'IACE redoute, particulièrement, une augmentation de la demande sur les carburants tunisiens par l'effet de la réduction des importations illicites du carburant de Libye.

Risque d'émergence de tensions au sud de Tunisie

L'Institut estime que l'accroissement de la demande



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Investissements turcs

Le volume des investissements turcs en Tunisie qui s'élève actuellement à environ 700 millions de dollars, devrait augmenter au cours de la prochaine période, a affirmé, mardi, le ministre turc du Commerce, Omer Bolat.

Intervenant lors d'une conférence de presse tenue, au siège de l'UTICA, à l'issue du 2ème Forum d'affaires et d'investissement Tuniso-Turc, il a ajouté que la Turquie œuvre à développer le volume des échanges commerciaux avec la Tunisie pour atteindre 3 milliards de dollars contre 1,6 milliard de dollars actuellement.

Le ministre turc a souligné l'engagement des deux gouvernements à soutenir le secteur privé et à identifier des solutions à tous les obstacles en vue de créer un nouveau partenariat basé sur le développement du commerce et des investissements dans les deux pays. Il s'agit, également, d'intensifier les rencontres mutuelles dans divers domaines.

Et de poursuivre que la Turquie ambitionne de couronner les bonnes relations politiques entre les deux pays, et ce, en consolidant les relations économiques et commerciales.

Le responsable Turc a estimé, à cette occasion, que la coopération entre les deux pays, au cours des 20 dernières années, a été étroite.

de carburant en Tunisie aura plusieurs conséquences collatérales dont quatre scénarios qu'on s'y attarde.

Le premier sera perceptible à travers « l'augmentation des recettes fiscales de l'État, puisque ce produit est sous le monopole de l'État à travers la Société Tunisienne des Industries de Raffinage (STIR) ».

Le deuxième sera visible à travers « une augmentation des importations des carburants, ce qui entraînera un épuisement des réserves nationales en devises. Or, la Tunisie est appelée à préserver ses réserves en devises, durant la conjoncture actuelle, et ce, afin d'améliorer sa croissance économique et honorer ses engagements de paiement d'une dette extérieure», fait remarquer l'IACE.

une augmentation de la demande des carburants en Tunisie et son corollaire, une hausse du coût des subventions

Le troisième porte sur le risque de voir les réductions des importations de carburant de Libye entraîner « une augmentation de la demande des carburants en Tunisie et son corollaire, une hausse du coût des subventions de la Tunisie qui

œuvre, actuellement, à équilibrer ses finances publiques », précise l'Institut.

Le quatrième scénario est d'ordre social. Pour l'IACE, « au-delà des implications économiques, cette décision pourrait avoir des conséquences sociales, notamment pour les Tunisiens vivant dans les zones frontalières qui pourraient être impactés par des canaux informels ». Pour l'Institut le risque est grand. Le think tank n'a pas exclu qu'une telle décision « pourrait susciter des tensions sociales dans la région du Sud ».

au-delà des implications économiques, cette décision pourrait susciter des tensions sociales dans la région du Sud

Par-delà ces scénarios préoccupants, nous pensons que, dans cette affaire, la Tunisie, ne doit en vouloir qu'à elle-même. Elle paye très cher à travers cette décision libyenne « aux relents de chantage pour certains », l'immobilisme de ses dirigeants qui ont trop tardé à développer les énergies vertes et à renforcer la souveraineté énergétique du pays

Abou SARRA

Vers le développement de la coopération entre la Tunisie et le groupe Chinois BYD



La ministre de l'Industrie, des mines et de l'énergie Fatma Thabet Chiboub a mis en exergue, lors de sa rencontre tenue samedi, avec le Directeur Général du groupe chinois « BYD » pour l'Afrique et le Moyen Orient, AD Huang, les relations sino-tunisiennes qui sont distinguées dans différents secteurs. Elle a précisé que les domaines d'investissement sont favorables au développement de la coopération commune avec le groupe Chinois BYD, leader dans l'industrie automobile, des motos, des bus électriques et de l'industrie des batteries rechargeable.

La ministre a également mis l'accent sur l'importance des compétences et des expertises tunisiennes dans le domaine de l'industrie des composants automobiles, soulignant qu'un nombre important des

entreprises mondiales ont manifesté leur intérêt à investir en Tunisie et à réaliser de nouveaux projets en matière d'industrie des composants automobiles, a indiqué le ministère dans un communiqué publié samedi.

La ministre a précisé que le développement du transport électrique va contribuer à la réduction des émissions de carbone et des gaz à effet de serre en vue de réaliser la neutralité carbone, en plus de la réduction du coût énergétique au niveau national, puisque le secteur du transport est le secteur le plus consommateur d'hydrocarbures.

De son côté, AD Huang, qui est accompagné d'une délégation de haut niveau, a exprimé sa volonté d'investir en Tunisie et contribuer au développement du secteur du transport électrique

ainsi que présenter des solutions intelligentes dans le domaine des énergies renouvelables.

Le groupe international « BYD » est implanté dans plus que 40 pays et il offre environ 600 mille emplois.

Il est considéré le 2ème fournisseur, au plan international, au niveau de l'industrie des batteries rechargeables avec la présentation de 15 brevets quotidiennement dans le domaine du transport électrique.

La filiale tunisienne du groupe a été créée en 2017 et elle investit dans le secteur des énergies propres et dans l'industrie automobile et des bus électriques, ainsi que des batteries rechargeables. La filiale est divisée sur trois unités.

La rencontre, qui a eu également avec une délégation de la filiale du groupe en Tunisie « Helios Tunisie », a permis d'examiner les perspectives de coopération et d'investissement entre les deux parties dans les domaines du transport électrique, de la recherche et de développement ainsi que dans l'industrie, des énergies renouvelables, du stockage et du transport électrique.

Investissements étrangers Pour une stratégie de «branding» pour la Tunisie



NOUVEAU
numéro
À TÉLÉCHARGER





Le secteur du tourisme devrait injecter 23 milliards de dinars dans l'économie nationale en 2024

Le secteur du tourisme devrait injecter, en 2024, un montant de 23 milliards de dinars dans l'économie nationale, a estimé le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC).

Et de préciser que ce montant pourrait atteindre plus de 32 milliards de dinars, au cours des 10 prochaines années, si le gouvernement soutenait ce domaine.

Selon les données publiées, récemment, par le conseil, le tourisme tunisien devrait enregistrer des chiffres records pour l'année 2024, dépassant ainsi toutes les prévisions que ce soit au niveau des contributions économiques, de l'emploi et du tourisme intérieur.

« Une hausse de la contribution annuelle du secteur touristique à

l'économie tunisienne de 16% est prévue, si ce domaine bénéficie d'un appui, ce qui permettra d'assurer l'emploi de plus de 485 mille personnes à l'horizon 2034 », a estimé la même source.

La présidente et directrice exécutive du Conseil mondial du voyage et du tourisme, Julia Simpson, a souligné que « le secteur du voyage et du tourisme en Tunisie s'est rétabli malgré le niveau encore faible des dépenses des touristes étrangers ».

« Nous sommes convaincus que la résilience du secteur touristique lui permettra de jouer pleinement son rôle vital pour impulser l'économie nationale », a-t-elle ajouté.

Simpson a, en outre, estimé que la réactivation du Conseil supérieur

du tourisme par le gouvernement tunisien permettra d'atteindre ces prévisions, d'autant plus qu'il inclura des institutions des secteurs public et privé.

Selon les prévisions, le secteur du voyage et du tourisme contribuera à hauteur de 14% à l'économie tunisienne en 2024, tandis que l'emploi devrait croître annuellement de 3,9%.

Le Conseil prévoit que le tourisme intérieur connaîtra une croissance, ce qui se traduira par une augmentation des dépenses tunisiennes de 5% par rapport à 2023, pour atteindre 11,7 milliards de dinars, tandis que les dépenses des touristes étrangers se situeront à 11 milliards de dinars (soit une augmentation de 12% par rapport à 2023).



Relocalisation

Les laboratoires intensifient leurs investissements en Tunisie

Le phénomène commence à être visible, les laboratoires européens traumatisés encore par les perturbations des chaînes d'approvisionnement que le vieux continent a connu, lors de la période de la pandémie du coronavirus Covid 19 ont décidé de relocaliser leurs usines soit en Europe soit dans des sites de proximité. C'est un signe de démondialisation et de relocalisation de l'industrie pharmaceutique européenne dans des sites de nearshoring. Objectifs : la sécurité d'approvisionnement et la rentabilité.

Cette année, la Tunisie, site de proximité par excellence (1 heure de vol pour Rome) a bénéficié de

deux importants investissements. Le premier est à l'actif du groupe italien Medica, groupe spécialisé dans les produits médicaux et paramédicaux. Il a inauguré, il y a environ 7 mois, une nouvelle usine dans la zone industrielle de Menzel Jemil à Bizerte.

La nouvelle unité, qui créera 370 emplois, va renforcer la présence de l'industrie pharmaceutique off shore italienne à Menzel Jemil en ce sens où le site abrite déjà une autre entreprise, en l'occurrence « Effemme Bizerte », entreprise off shore italienne spécialisée dans la fabrication de dispositifs médicaux et de dialyse.

Le deuxième est à l'actif des laboratoires français

Théa, spécialisés dans la recherche, le développement et la commercialisation de produits ophtalmologiques. Ces laboratoires ont inauguré, le 16 mai 2024, à Gammarth (banlieue nord de Tunis) une nouvelle filiale en Tunisie.

La création de la filiale du groupe a été accompagnée par Business France, structure qui accompagne les entreprises françaises à l'international et les entreprises étrangères pour leur investissement en France. Cet accompagnement prouve que le gouvernement français encourage la relocalisation au sud de la méditerranée.

ABS



CCITF célèbre ses 50 ans et récompense l'excellence des entreprises tuniso-françaises

A l'occasion de la célébration du 50ème anniversaire de la [Chambre de Commerce et d'Industrie Tuniso Française CCITF](#), en présence de son excellence Mme. Anne Guéguen, Ambassadrice de France en Tunisie, le 20 juin 2024 à l'Hôtel Four Seasons Tunis, nous avons eu l'honneur de décerner

les #Trophées CCITF 2024 aux entreprises qui se sont distinguées par leur excellence, leur performance et leur innovation.

Six trophées ont été remis, récompensant des réalisations exceptionnelles dans divers domaines :

- **Trophée entrepreneur français en Tunisie** : Attribué à [Safran](#) Tunisie en reconnaissance de sa croissance annuelle projetée de 15% et de son fort engagement envers l'économie tunisienne.

- Trophée de l'implantation tunisienne en France:** attribué à [Plastic Electromechanic COMPANY](#). PEC s'est développée avec trois filiales en Savoie, Auvergne Rhône-Alpes et Pays de la Loire, soulignant sa présence croissante en France et son engagement dans divers secteurs innovants.
- Trophée de la meilleure performance à l'export :** attribué à [SOZAIS ingénierie](#) pour son excellence en stratégie d'exportation. Leur expertise en ingénierie des fluides, électricité et études thermiques a conduit à une croissance significative à l'exportation en 2023.
- Trophée responsabilité sociétale des entreprises:** attribué à [Orange Tunisie](#), premier opérateur alternatif convergent du pays. Depuis 2011, Orange Tunisie se distingue par une stratégie RSE structurée, axée sur l'inclusion numérique, le développement de l'entrepreneuriat, la diversité des genres et la transition écologique.
- Trophée de la startup tunisienne implantée en France:** attribué à [Bako Motors SAS](#). Implantée en France depuis mars 2022, son innovation avec un véhicule électrique autonome alimenté par l'énergie solaire a été cruciale pour sa distinction, soulignant son engagement envers la mobilité durable.
- Trophée de la Startup française implantée en Tunisie :** attribué à TOP Nearshore pour son implantation en Tunisie depuis 2023. TOP utilise l'IA prédictive pour aider les entreprises à anticiper les départs d'employés, réduisant ainsi le turnover.



DÉCOUVREZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB

www.ennakl.com



ENNAKL
OCCASIONS



Volkswagen



Volkswagen



SKODA



SEAT



PORSCHE



CUPRA



RENAULT
TRUCKS

ENNAKL
OCCASIONS

La BTE , le partenaire officiel de l'évènement international «UAE Président Cup» des courses hippiques



engageons à soutenir les initiatives qui renforcent les liens culturels et économiques entre la Tunisie et les Émirats Arabes Unis.

Le cheval est un symbole puissant de notre héritage commun et de notre désir mutuel de prospérité et de coopération," a déclaré Madame Feriel Chabrak, directrice générale de la BTE.

La BTE exprime sa gratitude envers la Société des Courses de Tunis pour cette opportunité précieuse de contribuer à un évènement aussi prestigieux.

En tant que partenaire officiel, la BTE s'engage à soutenir le développement continu du secteur équestre en Tunisie et à promouvoir les valeurs d'excellence, d'innovation et de coopération internationale. Cet évènement a non seulement célébré l'excellence équestre mais a également permis de créer des opportunités de collaboration et d'échange entre les participants.

La Banque de Tunisie et des Émirats (BTE) était le partenaire officiel de la 4ème édition de l'évènement international "UAE Président Cup", qui s'est déroulée à l'Hippodrome de Ksar Saïd à Tunis, organisée par la Société des Courses de Tunis.

Cette participation était une évidence, symbolisant l'alliance étroite entre la Tunisie et les Émirats Arabes Unis.

En tant qu'institution financière engagée. La BTE cherche

continuellement à promouvoir les valeurs de coopération internationale et à soutenir les évènements majeurs qui renforcent les liens entre les nations. Cet évènement prestigieux a réuni des passionnés de chevaux et des représentants de diverses nations pour célébrer le patrimoine équestre et renforcer les liens culturels et économiques.

"Nous sommes honorés de participer à cet évènement prestigieux. Nous nous

Tunisie

Tout savoir sur les nouvelles augmentations de salaires



- Salaire minimum pour les travailleurs agricoles spécialisés a été porté à **19 dinars 912 millimes par jour**.
- Salaire minimum des travailleurs agricoles qualifiés qui sera de **20 dinars 800 millimes par jour**.

Secteur privé

- **Augmentation de 7% du salaire minimum garanti des actifs dans le secteur privé** à partir du mois de juillet 2024 avec un effet rétroactif à partir du 1er mai 2024 et sera suivie d'une 2ème augmentation de 7,5 % à partir du 1er janvier 2025.

Pensions de retraite

- Cette mesure entraînera systématiquement une augmentation au niveau des **pensions de retraite** au profit d'environ un million de retraités dans le secteur privé.

Une augmentation de 7% des salaires minimums garantis (SMIG) a été décidée en faveur des salariés dans les secteurs non agricoles et agricoles, régis par les dispositions du code du travail à compter du mois de juillet prochain avec effet rétroactif à partir du 1er mai 2024, a indiqué vendredi le ministère des affaires sociales.

La majoration de 7% des salaires minimums garantis dans les secteurs non agricoles et agricoles englobe également les pensions des retraités, affiliés à la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), CNAM et

CNRPS.

Nouveaux salaires minimums -SMIG- :

- **491 dinars 504 millimes par mois** pour les travailleurs avec un régime de 48 h par semaine
- **417 dinars 558 millimes par mois** pour les travailleurs avec un régime de 40 h par semaine.

Nouveaux salaires minimums -SMAG- :

- Salaire minimum agricole garanti : **18 dinars 904 millimes par jour**,



يعمل هذا البرنامج الإقليمي، بتعاون مشترك من الوزارة المغربية الألمانية للتعاون الاقتصادي والتنمية
Ce programme est financé par l'Union européenne et cofinancé par le Ministère
Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement

Royaume du Maroc
Ministère du Travail et de
l'Insertion Professionnelle



المملكة المغربية
وزارة الشغل والإندماج المهني
الجمهورية المغربية



C'est quoi le projet THAMM, pour une migration et une mobilité légale en Afrique du Nord

Le projet THAMM, acronyme de "Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance and Labour Mobility in North Africa", est une initiative sous-régionale visant à renforcer les mécanismes de protection des travailleurs migrants et à améliorer les capacités des acteurs institutionnels en matière de gouvernance migratoire et de mobilité de la main-d'œuvre en Afrique du Nord.

Financé par l'Union européenne et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), le

projet THAMM est mis en œuvre par deux consortiums distincts :

- **Consortium OIT-OIM** : L'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) se concentrent sur les aspects liés à la protection des travailleurs migrants, à la promotion de la migration régulière et à l'amélioration des données et des statistiques migratoires.
- **Consortium GIZ-Enabel** : La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

et l'Agence belge de développement (Enabel) se focalisent sur le développement de schémas de mobilité légale et sur le renforcement des capacités des institutions nationales et régionales en matière de gestion de la migration de la main-d'œuvre.

Couvrant trois pays clés de la région - l'Égypte, le Maroc et la Tunisie - le projet THAMM s'étend également à d'autres pays d'Afrique du Nord pour des activités sous-régionales. Il s'aligne sur les cadres politiques internationaux et régionaux relatifs à la migration, tels que

les Objectifs de développement durable, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, et le Cadre de politique migratoire de l'Union africaine.

Les quatre objectifs spécifiques du projet THAMM sont les suivants :

- Établir des cadres politiques, législatifs, institutionnels et réglementaires cohérents en matière de migration légale et de mobilité dans les pays d'Afrique du Nord.

- Améliorer les mécanismes d'évaluation, de certification, de validation et de reconnaissance des compétences et qualifications des migrants.

- Renforcer la gestion des données et des connaissances en matière de migration légale et de mobilité.

- Mettre en place et/ou améliorer des schémas de mobilité régulière avec les pays d'Afrique du Nord sélectionnés.

- Améliorer la coopération entre les acteurs pertinents dans le domaine de la migration légale et de la mobilité, en particulier en matière de placement professionnel.

Le projet THAMM vise à contribuer à une migration de main-d'œuvre plus bénéfique pour tous, en promouvant la protection des droits des travailleurs migrants, en facilitant la mobilité légale et en renforçant les capacités des pays d'Afrique du Nord à gérer efficacement les flux migratoires.





Al-Daheeh

Comment un youtubeur est devenu un phénomène mondial

De 120 vues pour sa toute première vidéo sur youtube, il est passé à plus de 2 milliards de vues avec le plus grand programme au Moyen Orient,

le jeune égyptien Ahmed El Ghandour qui a commencé en tant que youtubeur en solo dispose aujourd'hui de toute une ruche au grand

complet autour de lui (auteurs, producteurs, monteurs,...) devenant le créateur de contenu le plus suivi partout dans le monde.

Invité de la 24ème édition du Festival arabe de la radio et de la télévision, il a lors de la conférence qui s'est déroulée ce matin intitulée "La célébrité dans l'espace numérique et son impact sur l'opinion publique" en présence d'un grand nombre de jeunes dont plusieurs de ses followers en Tunisie, parlé de son idée, devenue un projet par lequel il a signé le début d'un parcours jalonné depuis 2014 d'un succès phénoménal.

«Je suis passé de 120 vues pour ma première vidéo à plus de 2 milliards de vues aujourd'hui. C'est incroyable !»

Devant un parterre d'académiciens, d'universitaires, de journalistes et de jeunes de tous bords, il a parlé de son rêve et de ses ambitions : un contenu spécifique à l'enfance arabe sous forme de cartoon, une idée qui germe et qui nécessite réflexion en concertation avec les spécialistes et les experts, a-t-il dit lors de son intervention.

Au moment où le phénomène, apparu un peu partout dans le monde depuis 2011, des influenceurs et des créateurs de contenu sur les réseaux sociaux pose polémique, le programme d'Al-Daheeh est conçu dit-il à partir de cette

maxime "la perception c'est la réalité » ; l'histoire, la science, le nucléaire, la physique, la terre... tout ce qui façonne notre environnement, qui guide nos vies et trace nos voies et qui n'est pas assez visible. Pour lui, ce sont ces questions profondes et élémentaires qu'il tente de vulgariser et de transmettre avec ironie et humour.

Partant ainsi de sa propre expérience, "mon objectif n'est ni de me placer en leader d'opinion ni de réformateur ni d'ailleurs d'influenceur classique mais à présenter un contenu original, ludique, innovant avec humour sur un sujet particulier qui touche de près ou de loin".

Ahmed el Ghandour ne cache pas son ambition d'élargir à chaque fois le nombre de ses followers car c'est ce qui le motive à chaque fois c'est d'élaborer de nouveaux concepts à même de créer un impact positif . Plus important encore, l'impact ne réside pas dans les chiffres lui-même mais le chiffre est révélateur de l'attractivité et de l'intérêt des histoires et des récits présentés.

Ahmed El Ghandour alias "Al-Daheeh" (c'est à dire le bon élève, dit-il) a mis l'accent sur l'importance de la narration pour créer un impact, susciter l'empathie et attirer l'attention et le soutien sur n'importe quelle

cause. D'où le recours par exemple au rédacteur en chef Ahmed Majdi Rajab spécialiste du monde arabe pour donner de son expertise des notions profondes par exemple au récit sur la terre dans le monde arabe.

«Mon objectif n'est ni de me placer en leader d'opinion ni de réformateur ni d'ailleurs d'influenceur classique mais à présenter un contenu original, ludique, innovant avec humour sur un sujet particulier qui touche de près ou de loin».

Al-Daheeh a pu devenir au bout de quelques années l'un des créateurs de contenu arabe les plus suivis, choisi dans la liste des « leaders de la jeunesse arabe » qui célèbre les réalisations de la jeunesse arabe. Il a été également classé parmi les personnes les plus influentes du monde arabe en 2018 et a été sélectionné pour le prix mondial IBC 2019 des jeunes les plus influents dans les médias.

Diplômé de l'Université américaine, il a réussi à gagner en popularité pour devenir une célébrité; n'est il pas vrai qu'à chaque époque une star et à chaque star son public.



H O R S - S É R I E



Le Guide
2024

Épargne retraite

Placements

Épargne



Bourse de Tunis

47 sociétés cotées distribuent 1,377 milliard de dinars

Quelque 47 sociétés cotées en bourse ont distribué des dividendes au cours de l'année 2024, au titre de l'exercice 2023, a annoncé la Bourse de Tunis (BVMT), dans sa note sur « l'Evolution des résultats annuels des sociétés cotées ».

D'après ce document, publié récemment, le montant total distribué est en nette

amélioration, puisqu'il s'est élevé à 1,377 milliard de dinars, en 2023, contre 1,249 milliard de dinars, en 2022.

Il convient de rappeler que le résultat de l'exercice 2023 des 65 sociétés qui ont publié à ce jour leurs états financiers (sur un total de 77 sociétés cotées), s'est amélioré de 11,5% par rapport à l'exercice 2022, pour atteindre un

montant global de 2,643 milliards de dinars.

A noter que les 12 sociétés cotées qui n'ont pas encore publié leurs états financiers annuels au titre de l'exercice 2023, sont : AETCH, ALKIMIA, ASSAD, ELECTROSTAR, GIF-FILTER, MIP, SOMOCER, SOTEMAIL, STIP, TUNISAIR, TGH et UADH.

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

02/07/2024

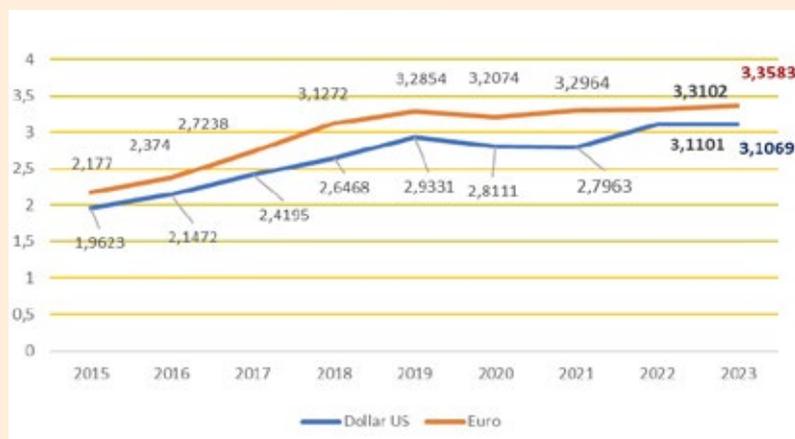
| MONNAIE | SIGLE | UNITÉ | VALEUR |
|-----------------|-------|-------|---------|
| DINAR ALGÉRIEN | DZD | 10 | 0,2335 |
| DOLLAR CANADIEN | CAD | 1 | 2,2896 |
| DOLLAR DES USA | USD | 1 | 3,1425 |
| LIVRE STERLING | GBP | 1 | 3,9747 |
| YEN JAPONAIS | JPY | 1000 | 19,4498 |
| DIRHAM MAROCAIN | MAD | 10 | 3,1511 |
| FRANC SUISSE | CHF | 10 | 34,7862 |
| EURO | EUR | 1 | 3,3627 |
| DINAR LIBYEN | LYD | 1 | 0,6465 |
| Yuan Chinois | CNY | 1 | 0,4323 |

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

| PERIODE | USD | EUR |
|---------|--------|--------|
| 3 MOIS | 3,1818 | 3,4222 |
| 6 MOIS | 3,2207 | 3,4765 |

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2023



7,98%
TMM
03/07/2024

8,00%
TID
03/07/2024

7,97%
TMM
Juin 2024

7,00%
TRE
Juin 2023

24,098
Milliard
Avoirs en devise
03/07/2024

110
Jours
d'importations
03/07/2024



Tunindex

9 726,08

Var. Année **11,15 %**
28/06/2024

Tunindex 20

4 369,81

Var. Année **14,22 %**
28/06/2024

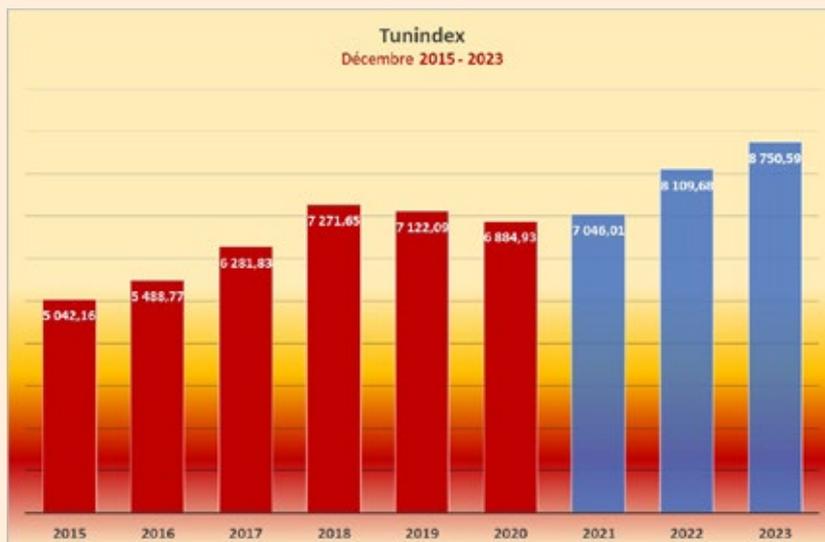
Volume semaine **105,068** Million DT

Capitalisation **25,50** Milliard DT

PER marché **8,86**
(Mai)

INDICES SECTORIELS

| Code ICB | | INDICE | Var An |
|-------------|---|-----------------|---------------|
| 8000 | Sociétés Financières | 7 415,03 | 13,18% |
| 8300 | Banques | 6 958,50 | 14,06% |
| 8500 | Assurances | 13 709,54 | -3,74% |
| 8700 | Services Financiers | 11 086,42 | 20,71% |
| 5000 | Services aux Consommateurs | 2 887,10 | -3,84% |
| 5300 | Distribution | 4 548,61 | -3,84% |
| 3000 | Biens de Consommations | 8 114,99 | 15,56% |
| 3500 | Agro-Alimentaire et Boissons | 10 432,18 | 19,50% |
| 3700 | Produits Ménagers et de Soins Personnel | 2 249,19 | 3,59% |
| 2000 | Industries | 1 671,45 | 0,74% |
| 2300 | Batiment et Matériaux de Constructions | 668,30 | -5,54% |
| 1000 | Matériaux de Base | 4 042,72 | 3,53% |



+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

| | CLÔTURE | VAR. Hebdo |
|--------------------|---------|------------|
| SITS | 1,900 | 9,20% |
| SIPHAT | 4,420 | 9,14% |
| SOTEMAIL | 1,790 | 8,48% |
| SOTETEL | 5,600 | 7,28% |
| POULINA GP HOLDING | 9,090 | 6,06% |

+ FORTES BAISES DE LA SEMAINE

| | CLÔTURE | VAR. Hebdo |
|-----------------|---------|------------|
| MAGHREB INT PUB | 0,090 | -10,00% |
| ELECTROSTAR | 0,300 | -9,09% |
| UADH | 0,470 | -7,84% |
| AETECH | 0,290 | -6,45% |
| TUNISAIR | 0,380 | -5,00% |

+ FORTES BAISES DE L'ANNEE

| | CLÔTURE | VAR. Hebdo |
|----------------|---------|------------|
| SOTEMAIL | 1,790 | -42,99% |
| ALKIMIA | 18,000 | -39,54% |
| TELNET HOLDING | 4,910 | -36,23% |
| MIP | 0,090 | -35,71% |
| SOMOCER | 0,480 | -34,25% |

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

| | CLÔTURE | VAR. AN |
|---------------------|---------|---------|
| SOTETEL | 5,600 | 55,56% |
| LAND'OR | 8,780 | 46,33% |
| ATELIER MEUBLES INT | 6,110 | 38,86% |
| SPDIT SIACR | 11,680 | 37,41% |
| MPBS | 7,200 | 34,33% |

WMC *Le mag*



L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Magazine numérique
hebdomadaire
(tous les jeudis)

optimisé pour une lecture sur
smartphone, tablette et desktop

Diffusion exclusive sur les kiosques numériques
TTPresse (+ de 20.000 abonnés)
+ PressReader.com + ePresse.fr

COTATIONS

| Titres | Nominal | Titres admis | Clôture | | 28/06/2024 | Variation Hebdo | Variation Année | Capitalisation (MDT) |
|-----------------------------------|---------|--------------|---------------|--------------------|---------------|-----------------|-----------------|----------------------|
| | | | Décembre 2023 | Semaine précédente | De la semaine | | | |
| SOCIETES FINANCIERES | | | | | | | | 14 460,115 |
| BANQUES | | | | | | | | 12 149,305 |
| Amen Bank | 5 | 30 264 000 | 33,500 | 44,970 | 43,990 | -2,18% | 31,31% | 1 331,313 |
| ATB | 1 | 100 000 000 | 2,700 | 3,310 | 3,250 | -1,81% | 20,37% | 325,000 |
| BH Bank | 5 | 47 600 000 | 11,950 | 13,700 | 13,880 | 1,31% | 16,15% | 660,688 |
| BIAT | 5 | 35 700 000 | 91,900 | 104,300 | 101,300 | -2,88% | 10,23% | 3 616,410 |
| BNA | 5 | 64 000 000 | 8,130 | 8,900 | 9,050 | 1,69% | 11,32% | 579,200 |
| Banque de Tunisie | 1 | 270 000 000 | 5,380 | 5,200 | 5,110 | -1,73% | -5,02% | 1 379,700 |
| BTE (ADP) | 20 | 1 000 000 | 4,970 | 3,760 | 3,800 | 1,06% | -23,54% | 3,800 |
| STB | 5 | 155 375 000 | 3,740 | 3,050 | 3,050 | 0,00% | -18,45% | 473,894 |
| Attijari Bank | 5 | 42 000 000 | 46,140 | 54,200 | 54,500 | 0,55% | 18,12% | 2 289,000 |
| UBCI | 5 | 20 001 529 | 22,500 | 22,700 | 22,700 | 0,00% | 0,89% | 454,035 |
| UIB | 5 | 32 560 000 | 25,900 | 23,280 | 23,580 | 1,29% | -8,96% | 767,765 |
| Wifack Bank | 5 | 30 000 000 | 8,700 | 8,880 | 8,950 | 0,79% | 2,87% | 268,500 |
| ASSURANCES | | | | | | | | 1 291,916 |
| ASTREE | 5 | 6 000 000 | 48,500 | 50,000 | 50,000 | 0,00% | 3,09% | 300,000 |
| BH Assurances | 5 | 2 660 000 | 48,750 | 47,250 | 47,250 | 0,00% | -3,08% | 125,685 |
| STAR | 10 | 2 307 693 | 176,700 | 160,000 | 160,000 | 0,00% | -9,45% | 369,231 |
| Tunis RE | 5 | 20 000 000 | 7,200 | 7,000 | 7,300 | 4,29% | 1,39% | 146,000 |
| Assur. MAGHREBIA | 10 | 4 500 000 | 52,450 | 47,000 | 48,000 | 2,13% | -8,48% | 216,000 |
| MAGHREBIA Vie | 1 | 25 000 000 | 6,040 | 5,430 | 5,400 | -0,55% | -10,60% | 135,000 |
| LEASING | | | | | | | | 636,262 |
| ATL | 1 | 32 500 000 | 3,600 | 3,600 | 3,570 | -0,83% | -0,83% | 116,025 |
| BH Leasing | 5 | 7 000 000 | 3,240 | 3,550 | 3,550 | 0,00% | 9,57% | 24,850 |
| Best Lease | 1 | 30 000 000 | 2,000 | 2,150 | 2,150 | 0,00% | 7,50% | 64,500 |
| CIL | 5 | 7 000 000 | 19,190 | 20,990 | 21,690 | 3,33% | 13,03% | 151,830 |
| Hannibal Lease | 5 | 11 000 000 | 5,270 | 6,000 | 5,730 | -4,50% | 8,73% | 63,030 |
| Attijari Leasing | 10 | 2 750 000 | 16,800 | 18,900 | 18,900 | 0,00% | 12,50% | 51,975 |
| Tunisie Leasing Fact | 5 | 10 800 000 | 13,000 | 15,150 | 15,190 | 0,26% | 16,85% | 164,052 |
| SOCIETES D'INVESTISSEMENTS | | | | | | | | 382,633 |
| PL. TSIE Sicaf | 10 | 1 000 000 | 48,950 | 46,010 | 46,010 | 0,00% | -6,01% | 46,010 |
| SPDIT Sicaf | 1 | 28 000 000 | 8,500 | 11,690 | 11,680 | -0,09% | 37,41% | 327,040 |
| Tuninvest Sicar | 1 | 966 000 | 9,000 | 9,920 | 9,920 | 0,00% | 10,22% | 9,583 |
| INDUSTRIES | | | | | | | | 9 999,486 |
| HOLDING | | | | | | | | 2 371,089 |
| OneTech Holding | 1 | 80 400 000 | 8,920 | 8,990 | 9,140 | 1,67% | 2,47% | 734,856 |
| Poulina GH | 1 | 180 003 600 | 8,000 | 8,910 | 9,090 | 2,02% | 13,63% | 1 636,233 |
| AGRO-ALIMENTAIRE | | | | | | | | 4 093,953 |
| CEREALIS | 1 | 4 888 889 | 13,300 | 13,300 | 13,300 | 0,00% | 0,00% | 65,022 |
| Delice Holding | 10 | 54 907 262 | 11,700 | 13,030 | 13,160 | 1,00% | 12,48% | 722,580 |
| LAND'OR | 1 | 13 784 285 | 6,000 | 8,770 | 8,780 | 0,11% | 46,33% | 121,026 |
| SFBT | 1 | 247 500 000 | 12,450 | 13,200 | 12,870 | -2,50% | 3,37% | 3 185,325 |
| SOPAT | 1 | | | | | | | 0,000 |
| PHARMACEUTIQUE | | | | | | | | 223,956 |
| ADWYA | 1 | | | | | | | 0,000 |
| SIPHAT | 5 | 1 800 000 | 3,760 | 4,050 | 4,420 | 9,14% | 17,55% | 7,956 |
| UNIMED | 1 | 32 000 000 | 7,480 | 6,540 | 6,750 | 3,21% | -9,76% | 216,000 |
| COMPOSANTS AUTOMOBILE | | | | | | | | 48,268 |
| ASSAD | 1 | 24 000 000 | 0,840 | 0,700 | 0,720 | 2,86% | -14,29% | 17,280 |
| GIF-FILTER | 1 | 10 536 994 | 0,530 | 0,420 | 0,400 | -4,76% | -24,53% | 4,215 |
| STEQ | 5 | 1 400 000 | 6,500 | 6,500 | 6,500 | 0,00% | 0,00% | 9,100 |
| STIP | 3 | 4 207 824 | 4,540 | 4,200 | 4,200 | 0,00% | -7,49% | 17,673 |

source: bVMT

données fournis à titre indicatif

COTATIONS

| Titres | Nominal | Titres admis | Clôture | | 28/06/2024 | Variation Hebdo | Variation Année | Capitalisation (MDT) |
|---|---------|--------------|---------------|--------------------|---------------|-----------------|-----------------|----------------------|
| | | | Décembre 2022 | Semaine précédente | De la semaine | | | |
| CIMENTIER | | | | | | | | 687,069 |
| Carthage Cement | 1 | 343 624 940 | 1,970 | 1,860 | 1,920 | 3,23% | -2,54% | 659,760 |
| Ciments de Bizerte | 1 | 44 047 290 | 0,940 | 0,590 | 0,620 | 5,08% | -34,04% | 27,309 |
| CHIMIE | | | | | | | | 320,880 |
| Air Liquide | 25 | 1 637 504 | 81,120 | 88,000 | 88,000 | 0,00% | 8,48% | 144,100 |
| ALKIMIA | 10 | 1 947 253 | 29,770 | 18,000 | 18,000 | 0,00% | -39,54% | 35,051 |
| ICF | 10 | 2 100 000 | 71,400 | 67,400 | 67,490 | 0,13% | -5,48% | 141,729 |
| INDUSTRIES DIVERSES | | | | | | | | 2 119,160 |
| AMS | | | | | | | | 0,000 |
| Euro-Cycle | 1 | 9 801 000 | 15,950 | 11,430 | 11,300 | -1,14% | -29,15% | 110,751 |
| MPBS | 2 | 10 334 430 | 5,360 | 6,900 | 7,200 | 4,35% | 34,33% | 74,408 |
| New Body Line | 1 | 4 250 400 | 5,300 | 4,850 | 4,720 | -2,68% | -10,94% | 20,062 |
| Office PLAST | 1 | 14 662 164 | 1,220 | 0,950 | 0,950 | 0,00% | -22,13% | 13,929 |
| SAH Lilas | 1 | 84 015 979 | 9,100 | 8,750 | 8,830 | 0,91% | -2,97% | 741,861 |
| Atelier Meubles Int | 1 | 5 561 635 | 4,400 | 5,800 | 6,110 | 5,34% | 38,86% | 33,982 |
| SIAME | 1 | 15 444 000 | 3,820 | 3,660 | 3,720 | 1,64% | -2,62% | 57,452 |
| SANIMED | 1,109 | 12 400 000 | 1,260 | 1,170 | 1,150 | -1,71% | -8,73% | 14,260 |
| SOMOCER | 1 | 40 656 000 | 0,730 | 0,490 | 0,480 | -2,04% | -34,25% | 19,515 |
| SOTEMAIL | 1 | 34 513 514 | 3,140 | 1,650 | 1,790 | 8,48% | -42,99% | 61,779 |
| SOTUVER | 1 | 39 254 475 | 12,000 | 12,630 | 12,920 | 2,30% | 7,67% | 507,168 |
| SOTIPAPIER | 1,09 | 28 184 091 | 5,630 | 4,540 | 4,550 | 0,22% | -19,18% | 128,238 |
| SOTRAPIL | 5 | 4 138 200 | 14,950 | 15,350 | 15,890 | 3,52% | 6,29% | 65,756 |
| TPR | 1 | 50 000 000 | 4,970 | 5,450 | 5,400 | -0,92% | 8,65% | 270,000 |
| IMMOBILIER | | | | | | | | 74,904 |
| SIMPAR | 5 | 1 100 000 | 35,010 | 34,400 | 34,400 | 0,00% | -1,74% | 37,840 |
| SITS | 1 | 15 600 000 | 1,700 | 1,740 | 1,900 | 9,20% | 11,76% | 29,640 |
| ESSOUKNA | 1 | 5 050 500 | 1,500 | 1,410 | 1,470 | 4,26% | -2,00% | 7,424 |
| TECHNOLOGIE | | | | | | | | 60,207 |
| AETECH | 1 | 2 223 334 | 0,330 | 0,310 | 0,290 | -6,45% | -12,12% | 0,645 |
| TELNET Holding | 1 | 12 130 800 | 7,700 | 4,980 | 4,910 | -1,41% | -36,23% | 59,562 |
| SERVICES | | | | | | | | 1 425,944 |
| DISTRIBUTION AUTOMOBILE | | | | | | | | 868,851 |
| ARTES | 1 | 38 250 000 | 6,500 | 6,660 | 6,650 | -0,15% | 2,31% | 254,363 |
| CITY CARS | 1 | 18 000 000 | 12,480 | 13,460 | 13,340 | -0,89% | 6,89% | 240,120 |
| ENNAKL Automobile | 1 | 30 000 000 | 12,500 | 10,800 | 10,600 | -1,85% | -15,20% | 318,000 |
| UADH | 1 | 36 953 847 | 0,650 | 0,510 | 0,470 | -7,84% | -27,69% | 17,368 |
| STA | 1 | 2 000 000 | 19,500 | 19,500 | 19,500 | 0,00% | 0,00% | 39,000 |
| AUTRES SERVICES | | | | | | | | 183,460 |
| CELLCOM | 1 | 4 461 532 | 1,590 | 1,810 | 1,810 | 0,00% | 13,84% | 8,075 |
| ELECTROSTAR | 2 | 10 287 556 | 0,280 | 0,330 | 0,300 | -9,09% | 7,14% | 3,086 |
| MIP | 1 | 4 398 937 | 0,140 | 0,100 | 0,090 | -10,00% | -35,71% | 0,396 |
| TUNISAIR | 1 | 106 199 280 | 0,440 | 0,400 | 0,380 | -5,00% | -13,64% | 40,356 |
| SMART Tunisie | 5 | 8 677 237 | 16,530 | 15,050 | 15,160 | 0,73% | -8,29% | 131,547 |
| TELECOMMUNICATIONS | | | | | | | | 94,696 |
| SERVICOM | 1 | 11 874 000 | 0,220 | 0,240 | 0,240 | 0,00% | 9,09% | 2,850 |
| SOTETEL | 5 | 4 636 800 | 3,600 | 5,220 | 5,600 | 7,28% | 55,56% | 25,966 |
| Tawasol GH | 1 | 108 000 000 | 0,710 | 0,620 | 0,610 | -1,61% | -14,08% | 65,880 |
| DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION | | | | | | | | 278,937 |
| Sotumag | 1 | 13 200 000 | 5,080 | 6,200 | 6,360 | 2,58% | 25,20% | 83,952 |
| Magasin General | 1 | 15 777 070 | 7,990 | 5,500 | 5,740 | 4,36% | -28,16% | 90,560 |
| Monoprix | 2 | 25 345 736 | 5,140 | 4,130 | 4,120 | -0,24% | -19,84% | 104,424 |
| <i>(Données fournis à titre indicatif)</i> source: BVMT | | | | | | | | 25 885,544 |

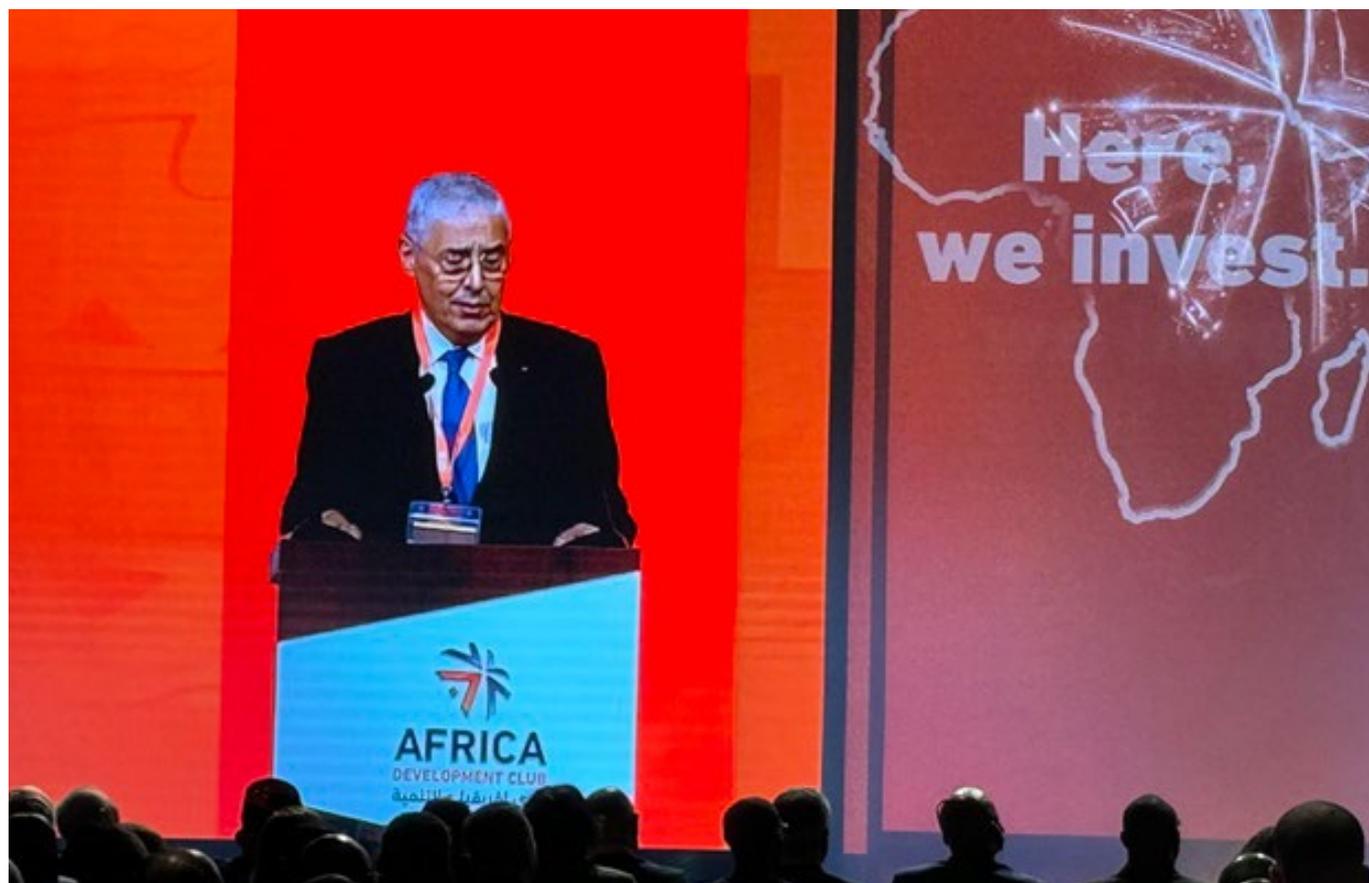


التجاري بنك
Attijari bank

Croire en vous

WWW.ATTIJARIBANK.COM.TN

PLUS SIMPLE
PLUS ACCESSIBLE



Forum Afrique Développement -FIAD 2024- Casablanca

Unir les efforts, accélérer les investissements, harmoniser les stratégies

« Here we invest » “Ici on investit” ! Aussi simple que cela ! Sans fioritures et sans ornements. C’est dit de manière claire et cela porte la voix du groupe Attijariwafa Bank décidé à occuper une place de choix en tant que dynamo économique en Afrique.

“Here, we invest” c’est le slogan adopté par le groupe Attijariwafa qui renoue avec son rendez-vous économique africain annuel dans une 7ème édition tournant autour du thème de l’investissement. Un investissement créateur de valeurs et de richesses.

Mouna Kadiri, directrice du Club Afrique Développement au groupe Attijariwafa, déclarait récemment : “Le Forum International Afrique développement est une plateforme économique de référence dont l’objectif est de catalyser les opportunités de création de valeurs. La plateforme fédère des milliers

d'entreprises africaines mais aussi des partenaires de pays africains, des représentants de premier plan des secteurs publics des pays en question ainsi que des institutions internationales.

Le FIAD, agit sur trois leviers. Le premier est le plaidoyer économique au nom du secteur privé africain pour accélérer la coopération Sud/Sud à travers la conférence de haut niveau, le deuxième est le dispositif de mise en relation des entreprises entre elles-mêmes afin qu'elles s'engagent dans des actions communes et des partenariats fructueux qu'il s'agisse d'investissement ou de commerce. Le troisième objectif est le marché de l'investissement où il est question de mettre en relation États et grands investisseurs avec à l'honneur des pays qui mettent en avant les opportunités d'investissement et les stratégies de développement économique avec un accès à l'information de première main en ce qui concerne projets et investissements".

Le Forum International Afrique développement est une plateforme économique de référence dont l'objectif est de catalyser les opportunités de création de valeurs

2000 opérateurs participent à l'édition 2024 où on s'attend à 4000 rendez vous d'affaires. 11 pays sont mis à l'honneur pour le marché de l'investissement. Il s'agit du Benin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Gabon, Mali, Maroc, Mauritanie, Sénégal et Togo.

L'Afrique qui dispose de tous les atouts pour s'intégrer dans l'économie mondiale et conforter son développement durable doit elle attendre son salut de l'autre

Le FIAD offrira à ces pays l'occasion de parler aux investisseurs et financeurs internationaux des opportunités d'investissements dans leurs pays respectifs et des grands projets porteurs.

Les plénières du FIAD 2024 tourneront autour des thèmes : "Ruptures de paradigmes", "Construire les opportunités : pleins feux sur la Zone de libre-échange continentale africaine" (ZLECAF) et "Un investissement durable pour des sociétés durables".

L'Afrique qui dispose de tous les atouts pour s'intégrer dans l'économie mondiale et conforter son développement durable doit-elle attendre son salut de

l'autre ? Des autres ! Toutes ces puissances économiques mondiales qui l'ont spoliée de ses richesses et l'ont privé d'expansion et de croissance ?

Le PIB du continent s'est accru de près de 5 % par an en moyenne depuis 2000. Une croissance relativement freinée après l'avènement du covid+. "Beaucoup de pays — et pas seulement ceux riches en ressources — ont participé à cet essor : vingt États d'Afrique subsaharienne non producteurs de pétrole ont affiché des taux de croissance annuelle moyens du PIB de 4% ou plus entre 1998 et 2008. Entre-temps, la région a commencé à attirer des sommes importantes de capitaux privés : ces apports, qui atteignent 50 milliards de dollars par année, dépassent désormais les flux d'aide extérieure" peut-on lire dans la revue économique Cairn. Info.

Une rupture de paradigmes dans le sens de nouvelles politiques de développement économique axées sur une coopération Sud-Sud, plus appuyée et plus efficiente est inévitable

Le décollage économique a favorisé l'accès au savoir et

a relativement amélioré les prestations de santé allongeant par là même l'espérance de vie. L'Afrique, continent riche par ses ressources naturelles et par son potentiel jeunesse, convoité par les puissants du monde peut-elle aujourd'hui compter sur ses propres moyens pour réaliser développement et croissance ?

Une rupture de paradigmes dans le sens de nouvelles politiques de développement économique axées sur une coopération Sud/Sud, plus appuyée et plus efficiente est inévitable. C'est ce qu'encourage Attijariwafa à travers le FIAD. Il s'agit de provoquer un changement salvateur pour le continent.

Une agora : deux pavillons

Le FIAD dédie, cette année, son agora à deux grands pavillons : le pavillon ZLECAF et l'espace Afrique Atlantique. Pour rappel, la ZLECAF offre un marché de 1,2 milliard de personnes et un produit intérieur brut de 2500 milliards de \$ US.

"C'est un espace dédié à la promotion et la compréhension approfondie de la Zone de libre-échange continentale africaine" précisent les organisateurs du FIAD. Ils rappellent aussi que "l'Afrique Atlantique" qui regroupe 23 pays, 46% de la population africaine, représente plus de 55% du PIB africain et réalise

57% du commerce continental, est une initiative lancée par le Roi Mohamed VI pour "créer un environnement institutionnel qui implique les États atlantiques africains dans une coopération économique et politique et aussi l'intégration des infrastructures".

👉 C'est un espace dédié à la promotion et la compréhension approfondie de la Zone de libre-échange continentale africaine

L'Afrique plurielle, anglophone et francophone sera réunie pendant deux jours, du 27 au 28 juin 2024, à Casablanca pour parler d'elle-même à elle-même, pour débattre de ses stratégies de développement, présenter des projets, trouver des investissements et saisir des opportunités.

👉 Quand on veut une chose, tout l'Univers conspire à nous permettre de réaliser notre rêve

Facilitateur, encadreur et rassembleur, le groupe Attijariwafa, bénéficiant de l'appui du gouvernement marocain, a fait du FIAD un lieu privilégié pour les échanges, les investissements et la coopération économique intra-africaine.

Lorsqu'un pays dispose d'un Leadership visionnaire, ses acteurs économiques privés ou publics ont le droit de voir grand. "Quand on veut une chose, tout l'Univers conspire à nous permettre de réaliser notre rêve" dit le grand Paolo Coelho.

Attijariwafa ne cherche pas à avoir la lune, il veut tout juste être un financeur et un leader économique en Afrique. Il en a les moyens. Le groupe accompagne au quotidien plus de 12 millions de clients et compte 20.782 collaborateurs. Doté de près de 6.000 agences, il dispose du réseau de distribution le plus large au Maroc et le plus présent en Afrique.

Il en est ainsi lorsque l'investissement est encouragé au plus haut de la pyramide de l'État, lorsque l'opérateur privé est considéré comme une source de richesse et lorsque le chef d'orchestre possède l'art de combiner tous les sons pour composer une belle mélodie.

A Casablanca, pendant deux jours, le son sera donné à ceux qui entonnent le chant d'une économie afro-africaine, par ses ressources naturelles et ses richesses humaines.

Amel Belhadj Ali



FIAD 2024

«Édifier des corridors commerciaux interconnectés pour unifier l’Afrique» dixit Wankele Mene, SG de la ZLECAF

"Grâce à un meilleur accès au capital, à la technologie et à l'expertise, les entreprises africaines peuvent améliorer leur productivité et leur qualité, devenant ainsi plus compétitives sur le marché de la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine).

Les pays africains ont besoin d'investissements pour transformer les chaînes de valeur, s'industrialiser et promouvoir l'inclusion économique et sociale. Le potentiel des chaînes de valeur africaines réside dans l'augmentation

de la productivité, l'approfondissement de l'intégration économique et le renforcement de la résilience face aux chocs économiques", a déclaré Wankele Mene, Secrétaire Général de la ZLECAf, lors de l'ouverture du FIAD 2024 le jeudi 27 juin à Casablanca (Maroc), un événement intitulé "Here We Invest".

Le Secrétaire Général de la ZLECAf a insisté sur l'importance de développer les chaînes de valeur pour accélérer la mise en œuvre de la zone de libre-échange, rappelant qu'en 2019, la participation à la chaîne de valeur régionale n'était que de

2,7%, bien inférieure à celle d'autres régions comme l'Asie, où elle atteint 47%.

Les pays africains ne peuvent plus se contenter d'être de simples fournisseurs de matières premières pour le reste du monde. La ZLECAf ambitionne de développer un secteur industriel conséquent, de diversifier et d'améliorer les chaînes de valeur régionales, et plaide pour une plus grande participation du secteur privé dans des secteurs clés tels que l'agriculture et l'agro-transformation, l'automobile, les produits pharmaceutiques et le transport-logistique.



Dessalement de l'eau

Le plan national dans le secteur de l'eau vise à investir davantage dans le domaine du dessalement de l'eau représentant, actuellement environ 5% de la production nationale d'eau potable, a indiqué Chawki Ben Mansour, directeur central chargé de l'économie d'eau à la SONEDE.

En effet, un mètre cube (m3) d'eau de mer dessalée coûte environ 3 dinars, tandis que la production d'un m3 d'eau provenant des barrages varie entre 200 et 250 millimes pour la catégorie dont la consommation est inférieure à 20 m3.

Le responsable a souligné que la différence est supportée par la SONEDE, ce qui a provoqué un déséquilibre financier car le coût du mètre cube est supérieur au prix du mètre cube payé par le consommateur.

La SONEDE, affirme encore Ben Mansour, œuvre à rechercher des financements pour réaliser des projets tels que la station de dessalement d'eau de mer à Mahdia et une autre à Zarzis.

S'agissant des ressources en eau de la Tunisie, le responsable a indiqué que les puits de surface assurent environ 250 millions m3 par an de la consommation laquelle s'élève à environ 700 millions de m3 par an. Et d'expliquer que la SONEDE œuvre à exploiter les barrages du nord qui fournissent environ 65 % de la production nationale en eau potable.

Les pays africains ne peuvent plus se contenter d'être de simples fournisseurs de matières premières pour le reste du monde

Au lieu d'exporter des fèves de cacao, certains pays africains devraient assurer leur transformation et les vendre sous forme de produits finis. "Dans le secteur de l'agro-transformation, nous développons des chaînes de valeur pour le poisson, le café, la volaille et l'alimentation animale. En collaboration avec la Fondation Mastercard et TradeMark Africa, nous avons lancé un programme de pêche visant à autonomiser les femmes et les jeunes, soutenant ainsi les chaînes de valeur régionales et facilitant le commerce. Ce programme vise à stimuler la production et le commerce du poisson. Environ 242.000 emplois pourraient ainsi être créés dans les pays affiliés à la ZLECAf."

La Banque mondiale estimait en 2020 que sur les 450 milliards de dollars de gains potentiels résultant de la création de la ZLECAf, environ 300 milliards proviendraient des mesures de facilitation du commerce

La Banque mondiale estimait en 2020 que sur les 450 milliards de dollars de gains potentiels résultant de la création de la ZLECAf, environ 300 milliards proviendraient des mesures de facilitation du commerce visant à lever les freins bureaucratiques et à simplifier les procédures douanières, permettant à environ 68 millions de personnes de sortir de la pauvreté.

Priorités de la ZLECAf: Sécurité Alimentaire, Logistique, Industrie Automobile et Pharmaceutique, et Infrastructures

Outre la sécurité alimentaire, la fabrication de vaccins est une priorité pour la ZLECAf avec l'objectif d'atteindre une autosuffisance de 60 % d'ici 2040. "Nous voulons remédier à la forte dépendance du continent vis-à-vis des vaccins importés, mise en évidence pendant la pandémie de COVID-19," assure Wamkele Mene. "Nous avons introduit une stratégie continentale pour la fabrication de vaccins, en collaboration avec l'Africa CDC et l'AUDA-NEPAD, pour mettre en œuvre ce cadre d'action."

L'industrie automobile africaine est également un secteur sur lequel mise la ZLECAf, soutenue par un fonds de 1 milliard de dollars de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

🔴🔴 **Nous avons introduit une stratégie continentale pour la fabrication de vaccins**

"Le Centre africain pour le développement des ressources minérales (AMDC), basé à Addis-Abeba, a identifié d'importantes opportunités dans les chaînes de valeur des batteries et des véhicules électriques. En utilisant des ressources telles que le cobalt de la République démocratique du Congo, cette initiative vise à établir des chaînes de valeur régionales pour les minéraux verts, attirer d'importants investissements et stimuler la croissance économique sur tout le continent. L'investissement dans les infrastructures de transport est également essentiel pour soutenir l'industrialisation et la croissance économique," ajoute le SG de la ZLECAf.

🔴🔴 **L'investissement dans les infrastructures de transport est également essentiel pour soutenir l'industrialisation et la croissance économique**

Il rappelle que l'Afrique a besoin d'environ 170 milliards de dollars par an d'investissements dans les infrastructures, avec un déficit de financement actuel d'environ 68 à 108 milliards de dollars.

Wamkele Mene a également souligné le coût de la convertibilité des devises dans les échanges commerciaux entre pays africains. À ce propos, la ZLECAf étudie avec Afreximbank un projet visant à établir une plateforme panafricaine de paiements et de règlements pour faciliter le commerce.

🔴🔴 **la ZLECAf étudie avec Afreximbank un projet visant à établir une plateforme panafricaine de paiements et de règlements pour faciliter le commerce.**

Les Jeunes et les Femmes Construiront l'Avenir de l'Afrique

Dans le cadre de l'initiative visant à intégrer le continent à travers la ZLECAf, l'Assemblée de l'Union africaine (UA) a adopté un instrument juridique historique visant à ouvrir la voie aux femmes et aux jeunes pour qu'ils jouent un rôle important dans l'intégration commerciale du continent pour une prospérité partagée.

Le Protocole de la ZLECAf a mis en place un cadre réglementaire pour promouvoir un développement socio-économique durable et inclusif, soutenir les PME, les commerçants informels et les

jeunes entrepreneurs en éliminant systématiquement les obstacles entravant leur participation au commerce transfrontalier. "Nous appelons les gouvernements africains à effectuer environ 40 % de leurs achats auprès de producteurs locaux, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes."

La digitalisation et le commerce électronique sont également essentiels pour renforcer l'inclusivité et lever les obstacles au commerce intra-africain, souligne le SG de la ZLECAf. "Les plateformes électroniques réduisent les coûts de transaction et facilitent les paiements transfrontaliers, rendant plus facile la participation des petites entreprises au commerce international. La jeunesse africaine s'intègre facilement dans l'économie numérique, une niche importante de croissance en Afrique."

🔴🔴 **«Nous appelons les gouvernements africains à effectuer environ 40 % de leurs achats auprès de producteurs locaux, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes.»**

Un protocole sur le e-commerce a été récemment adopté par

la ZLECAf pour favoriser la transformation numérique et l'inclusion financière. Ce protocole concerne aussi la digitalisation des documents commerciaux et des processus douaniers entre pays africains pour simplifier les opérations commerciales et réduire les obstacles bureaucratiques.

L'Afrique doit être entreprenante pour décider de sa destinée, estime Wamkele Mene. "Nous sommes décidés à soutenir les entreprises locales, investir dans les infrastructures et encourager les jeunes entrepreneurs... En supprimant les barrières commerciales et en renforçant la coopération, nous pouvons édifier des corridors commerciaux interconnectés à travers le continent. Ces corridors faciliteront le mouvement des biens et des services, tout en favorisant l'échange culturel et l'unité."

En supprimant les barrières commerciales et en renforçant la coopération, nous pouvons édifier des corridors commerciaux interconnectés à travers le continent

Nous devons prendre des mesures audacieuses pour que la richesse de l'Afrique profite à l'ensemble de sa population, transformant notre continent en un phare d'espoir et de progrès sur la scène mondiale

Pour y parvenir, il est essentiel de se concentrer sur le développement des infrastructures, de soutenir les PME et les startups, d'adopter les technologies numériques, d'investir dans l'éducation et le développement des compétences, et de favoriser les partenariats public-privé. "Nous devons prendre des mesures audacieuses pour que la richesse de l'Afrique profite à l'ensemble de sa population, transformant notre continent en un phare d'espoir et de progrès sur la scène mondiale," conclut le Secrétaire Général de la ZLECAf. *Pourrions-nous aujourd'hui reprendre la célèbre citation sur la Chine* pour l'Afrique ? L'éveil de l'Afrique fera-t-il trembler le monde ?*

Amel Belhadj Ali

"Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera"



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



HORS-SÉRIE



L'Entreprise Digitale

Ici, on investit.

SAVE THE DATE

27 et 28 Juin 2024 Casablanca, Maroc



Attijariwafa bank société anonyme au capital de 209894 790 000 - Siège social : 2, boulevard
Moulay Youssef, Casablanca. Agréé en qualité d'établissement de crédit par arrêté du ministre des
finances et de la présocialité n° 2249-02 du 22 décembre 2003 tel que modifié et complété - RC 323



FIAD 2024

Le cœur du secteur privé africain bat à Casablanca

Mobilisons nos énergies, investissons ! Afrique, notre Afrique : c'est un appel à se réapproprier notre continent que lance le groupe Attijariwafa à travers le FIAD, organisé les 27 et 28 juin 2024 par le groupe Attijariwafa bank et le fonds d'investissements Almada à Casablanca.

« Le secteur privé est le cœur battant de l'Afrique », a déclaré Mohamed El-Kettani, président du groupe Attijariwafa bank.

Il insiste sur la nécessité de changer de paradigme. « Nous devons œuvrer pour des économies distributives et inclusives, créer de l'emploi, investir dans l'éducation et la formation professionnelle, réduire la fracture numérique et réussir la transformation digitale. »

Le président du Groupe Attijari appelle également à l'amélioration des infrastructures africaines, de la logistique, et à investir dans l'agriculture,

un secteur à haut potentiel. Accélérer l'industrialisation, accéder aux financements en adoptant une approche intégrée et écosystémique, investir dans les énergies renouvelables de manière concertée avec les gouvernements, le secteur privé et les partenaires : tel est le changement de paradigme défendu dans le cadre du Forum FIAD 2024.

Dans un contexte socio économique mondial



particulièrement difficile, exacerbé par une crise sanitaire, des crises géopolitiques et des conflits régionaux qui interrogent les modèles économiques en place et perturbent les chaînes d'approvisionnement, l'Afrique fait preuve d'une résilience extraordinaire, avec des indicateurs prometteurs affichant des taux de croissance parmi les meilleurs, précise M. El-Kettani.

Il appelle à tirer profit des nouvelles reconfigurations géoéconomiques mondiales. « Il est impératif d'investir de manière plus volontariste dans le commerce intra-africain, qui demeure en dessous de son potentiel, et qui est sans doute le levier de développement le plus décisif pour notre continent... Il est important de booster encore plus les échanges Sud-Sud pour donner à l'Afrique les moyens de se positionner comme un acteur qui écrit lui-même son histoire. »

Tout défi devient une opportunité, insiste Mohamed El-Kettani, pour

façonner l'avenir du continent. Il rappelle que la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine) est la plus grande zone de libre-échange au monde, avec un marché de 1,4 milliard de personnes et plus de 3 trillions de dollars de PIB. Dans le cadre de cet accord commercial, les droits de douane sur 90 % des marchandises seront progressivement supprimés dans un délai de dix ans.

Une nouvelle cartographie économique africaine est en train de se mettre en place. Le Maroc, ainsi que d'autres pays africains, considèrent que le secteur privé y joue un rôle principal, d'où la nécessité de tout mettre en œuvre pour l'accompagner, l'encadrer et le financer.

À Casablanca, pendant deux jours, le cœur du secteur privé africain battra au rythme des opportunités d'affaires à l'échelle du continent.

Amel BelHadj Ali

De l'eau

La situation hydrique en Tunisie est très critique, a déclaré le directeur central chargé de l'économie de l'eau à la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (SONEDE), Chawki Ben Mansour. Et d'ajouter que l'adoption par le citoyen d'un comportement d'économie d'eau (près de 120 litres par jour), pourra fournir 30 millions de mètres cubes par an.

Le stock d'eau au niveau des barrages tunisiens, qui constituent le plus important fournisseur d'eau potable, est estimé à environ 720 millions de mètres cubes, enregistrant une régression d'environ 200 millions de mètres cubes par rapport aux niveaux de la même période de l'année dernière.

La SONEDE produit environ 720 millions de mètres cubes d'eau potable par an, rappelle encore le responsable, ajoutant que le stock des barrages tunisiens a atteint ses niveaux les plus bas dans les différentes régions.

La situation nécessite la garantie d'une synergie entre les différentes parties et l'adoption d'un comportement rationnel dans le traitement du dossier de l'eau.

L'adoption par les citoyens d'un comportement rationnel de consommation d'eau potable peut fournir entre 100 et 120 litres d'eau par jour au niveau de chaque famille, une quantité à celle d'un petit barrage d'eau.

FIAD 2024

“nous produisons, nous innovons,
nous réalisons, nous performons”

dixit Ryad Mezzour, ministre marocain de l'Industrie



sont des produits transformés et contribuent à garantir la sécurité alimentaire mondiale”.

Ici, en Afrique, nous n’investissons pas assez fort, nous n’investissons pas avec suffisamment de confiance et d’ambition et de conscience des enjeux et des opportunités

Dans son intervention, Mezzour a pointé du doigt les préjugés et les idées préconçues véhiculées à l'international sur les pays africains, les réduisant à des entités incapables de gérer leurs richesses, de produire, d'innover, de transformer et de mettre en avant le potentiel de leurs ressources humaines.

90% de notre chiffre d'affaires issus des matériaux de phosphate sont des produits transformés

“Ici, en Afrique, nous n’investissons pas assez fort, nous n’investissons pas avec suffisamment de confiance et d’ambition et de conscience des enjeux et des opportunités qui existent en Afrique. Mais dans ce continent, il n’y a pas de fatalité de sous-développement. Nous l’avons expérimenté de manière claire au Maroc” a déclaré Ryad Mezzour, ministre marocain de l'Industrie et du commerce lors de la séance d'ouverture de la 7ème édition du FIAD qui s'est tenue à Casablanca au Maroc du 26 au 28 juin 2024.

Ryad Mezzour rappelle, dans son intervention, les avancées impressionnantes de l'industrie marocaine depuis 15 ans, et en prime dans l'automobile et le phosphate. Il appelle l'Afrique à avoir plus confiance en elle, en son potentiel et en ses capacités. « On nous dit qu'on ne transforme pas suffisamment nos ressources naturelles, au Maroc-pays africain, 85 % de nos exportations sont issus de produits transformés, on nous dit vos ressources minières ne sont pas bien exploitées, 90% de notre chiffre d'affaires issus des matériaux de phosphate

“On nous dit vous n’êtes pas suffisamment bons, vous êtes nuls, vous avez des capacités en termes d’éducation et en termes de productivité proches de zéro. Et bien dans certains secteurs où nous n’existions pas il y a encore 15 ans, la meilleure productivité mondiale se trouve au Maroc. On nous dit vous n’avez pas suffisamment de cerveaux pour concevoir des solutions dans le monde, des 1500 cerveaux qui devaient œuvrer à concevoir les dites solutions, nous sommes aujourd’hui à 4.000 dans le secteur automobile qui travaillent sur toute la chaîne de valeurs. Il n’y a pas de fatalité au sous-développement”.

L’Afrique est capable de tout a-t-on dit Mezzour qui revient sur l’image que l’on veut véhiculer des pays africains : corruption, pots de vins, réglementations compliquées, climat d’affaires délétère, au Maroc, précise le ministre 50% des investisseurs dans l’industrie au cours des 15 dernières années figurent dans le top des 500 leaders à l’échelle mondiale.

Il n’y a pas de fatalité au sous-développement

Le Maroc a créé des îlots destinés aux investisseurs où les prestations sont de haut niveau, a mis en place des politiques pour l’amélioration du climat des affaires et a investi dans la logistique, les infrastructures de transport et en prime dans un port en eaux profondes, aujourd’hui premier en Afrique et 4ème dans le monde affirme Ryad Mezzour qui termine en disant : “L’Afrique n’est pas condamnée à regarder le train passer et sa jeunesse dépérir dans les mers. Au Maroc, la jeunesse a prouvé ses capacités”.

Amel Belhadj Ali





FIAD 2024

Attijariwafa Bank et la ZLECAF s'unissent pour le meilleur de l'Afrique

Promouvoir les opportunités de commerce et d'investissement de la ZLECAF, participer mutuellement aux événements et forums organisés par les deux parties ainsi qu'aux missions économiques sectorielles organisées sur le Continent par le Club Afrique Développement, prendre part à l'initiative Sufawe du Club Afrique Développement en soutenant et en renforçant son programme, coorganiser des webinaires sectoriels pour les opportunités de la ZLECAF (Automobile, Agro-industrie) et échanger des informations et des publications sur les marchés liés au commerce et à l'investissement en Afrique. Ce sont là quelques objectifs visés par la signature d'un protocole d'accord entre le

groupe Wafabank et la ZLECAF en marge de la 7^{ème} édition du FIAD tenu à Casablanca du 26 au 27 juin 2024.

Mohamed El Kettani, PDG du groupe Attijariwafa Bank a déclaré à l'occasion, l'importance de la ZLECAF dans le développement économique de l'Afrique. « Cette zone de libre-échange a le potentiel de transformer profondément les échanges commerciaux intra-africains, en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires, et en stimulant les investissements directs étrangers. »

Wamkele Mene, Secrétaire Général de la ZLECAF a, pour sa part, mis en avant le rôle

déterminant d'une institution financière aussi importante et engagée qu'Attijariwafa pour l'accompagnement des opérateurs économiques africains dans la prospection des opportunités d'affaires sur l'ensemble du continent et d'élargir ainsi leurs ambitions de façon à contribuer efficacement à la prospérité économique en Afrique.

Le protocole d'accord entre la ZLECAF et Attijariwafa Bank porte "sur la coopération des deux parties en vue de mobiliser des ressources, d'identifier et d'accompagner la mise en œuvre de projets dans les secteurs prioritaires comme l'infrastructure, l'énergie,

l'agriculture, l'agro-industrie, l'automobile, l'industrie pharmaceutique, les transports et la logistique”.

Pour précision, les exportations marocaines à destination de l'Afrique enregistrent depuis 10 ans, un taux d'accroissement annuel moyen de 10%. Elles comprennent des produits de l'industrie chimique qui représentent 30,1% du total des exportations en 2019 contre 11,8% en 2009 et de l'agriculture, de la sylviculture qui s'élèvent à 3,2% en 2019 au lieu de 1,1% en 2009, aux dépens des exportations de produits de l'industrie alimentaire qui s'établissent à 25,1% en 2019 contre 31,9% en 2009, de l'industrie automobile représentant 4,1% en 2019 contre 8,4% en 2009 et de l'industrie métallurgique qui affiche 2,1% contre 5%.

Les importations provenant d'Afrique, ont suivi un taux de croissance annuel moyen de 2,7% entre 2009 et 2019. Plusieurs secteurs commencent à gagner en importance, comme la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques enregistrant 4,5 % du total des importations en 2019 contre seulement 2 % en 2009, la fabrication de meubles et industries diverses avec une part de 3 % en 2019 contre 0,6 % en 2009.

Ceci au détriment des importations de charbon, lignite et tourbe, qui constituaient 22% des importations totales en 2009 et qui s'établissent à 16,2% en 2019 et du raffinage du pétrole et autres produits énergétiques, qui passent de 27,1% en 2009 à 22,4% en 2019.

Le protocole d'accord signé avec la ZLECAF vise aussi à rassurer et sécuriser les sociétés commerciales africaines (African Trading Companies) qui opèrent dans le commerce intra-africain.

« En tant qu'institution financière panafricaine, Attijariwafa Bank est fermement engagée à accompagner la dynamique de croissance et d'intégration économique africaine. Cette convention représente non seulement une avancée significative pour nos deux organisations, mais également une opportunité unique de tirer parti des synergies créées par cette coopération renforcée. Nous sommes impatients de collaborer à travers des activités comme le Forum International Afrique Développement (FIAD), et de profiter plus amplement des opportunités économiques qu'offre notre continent en plein essor. Ensemble, nous œuvrerons à la construction d'une Afrique plus intégrée, plus compétitive et plus prospère » a promis Mohamed El Kettani lors de la signature du protocole.

A.B.A



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)

Tunisiens

Résidents à l'Étranger





Bien-être mondial

L'Afrique subsaharienne dominée par les expériences négatives, le Sénégal se distingue

Le rapport Gallup Global Emotions 2024 révèle les dernières mesures des expériences quotidiennes positives et négatives à travers

le monde. Basé sur environ 146 000 entretiens dans 142 pays en 2023, ce rapport offre un aperçu précieux des émotions

et sentiments des populations, au-delà des simples indicateurs économiques comme le PIB.



Baccalauréat 2024

Le taux de réussite général à la session principale du baccalauréat 2024 a atteint 42,20% enregistrant une hausse de 5,81% par rapport à l'année dernière, a annoncé mardi le ministre de l'éducation Saloua Abassi.

Lors d'une conférence de presse tenue à Tunis, la ministre a rappelé que sur un total de 133 766 candidats présents, 31,07 % des élèves ont été ajournés et 26,11% ont été refusés.

La ministre a souligné que le taux de réussite le plus élevé a été enregistré dans la section des mathématiques avec 77,71 %. La section sport a enregistré un taux de réussite de 72,21%, la section sciences techniques 47,33%, la section sciences de l'informatique 45,90%, la section économie et gestion 42,46%, la section sciences expérimentales 38,38% et la section lettres 28,07 %.

Elle a, par ailleurs, noté que la session du baccalauréat 2024 s'est distinguée par une augmentation du nombre d'élèves excellents qui ont représenté 26,11 % du total des admis.

En ce qui concerne les taux de réussite par gouvernorat, la ministre a indiqué que Sfax 2 a occupé la première place avec un taux de réussite de 64,53 %, suivi de Sfax 1 avec 64,36%, et des gouvernorats de Monastir, Mahdia, et Sousse qui ont enregistré des taux de réussite supérieurs à 60%.

L'Afrique subsaharienne domine le classement des expériences négatives, avec la Guinée en tête. Ce pays est suivi par le Tchad, la Sierra Leone, la République démocratique du Congo, le Liberia, le Bénin et les Comores. Malgré une baisse générale de l'indice d'expérience négative pour la première fois depuis 2014, des niveaux de stress élevés persistent, notamment en Guinée où le stress a atteint des records suite à l'incertitude politique post-coup d'État de 2021.

Les émotions varient considérablement d'une région à l'autre. En Afrique subsaharienne, certains pays comme la Gambie et l'Eswatini ont connu une baisse significative du niveau de stress. Cependant, la majorité des Guinéens continuent de ressentir tristesse, stress et inquiétude, avec des niveaux de stress ayant augmenté de 10 points entre 2022 et 2023. D'autres pays comme la Sierra Leone ont également des scores élevés en raison de troubles politiques et économiques, comme les tentatives de coup d'État en 2023.

En revanche, le Sénégal se distingue par son indice d'expérience positive, atteignant un score de 82. Ce pays est le

seul de la région à figurer dans le Top 10 mondial des émotions positives, grâce à une grande partie de la population ayant ressenti du plaisir, beaucoup ri ou souri, et s'étant sentie bien reposée et respectée la veille de l'enquête. Cette tendance positive au Sénégal contraste fortement avec des pays comme la Sierra Leone, l'Ukraine et le Bangladesh qui ont des scores parmi les plus bas.

Globalement, l'année 2023 a vu une amélioration de la santé émotionnelle mondiale, avec un retour aux niveaux de bien-être d'avant la pandémie. La majorité des améliorations de l'indice positif ont été observées chez les personnes âgées de 30 ans et plus.

Enfin, 2023 marque un nouveau record avec 54 % des personnes dans le monde déclarant avoir appris ou fait quelque chose d'intéressant la veille. Le Sénégal se classe au premier rang de cette mesure, avec 79 % de la population ayant appris ou fait quelque chose d'intéressant.



Voyage dans le temps en Tunisie

Randonnée entre sites archéologiques et villages berbères

L'antique Aradi, l'actuel Sidi Jdidi à une quinzaine de kilomètres de Hammamet, le village berbère Douar Laaroussi, les collines d'El Monchar, le site archéologique Aradi et les grottes préhistoriques de Sidi Latrach, sont autant de sites révélés pour être une composante importante du

nouveau et premier parcours de la Route des Randonnées de Tunisie créée à Sidi Jdidi-Nabeul, dans le cadre du projet « Trans-Tunisia Trekking Trail » (La Route des Randonnées en Tunisie).

Réalisé en partenariat avec Leaders International et soutenu par le projet « Promotion du

Tourisme durable en Tunisie » - une action conjointe de l'Union européenne en Tunisie dans le cadre de son programme Tounes Wjhetouna et du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement et mis en œuvre par la GIZ Tunisie en partenariat

étroit avec le ministère du tourisme tunisien.

Ce nouveau circuit pédestre offre à voir une riche destination de montagne, d'aventure mais aussi de culture et d'histoire pour découvrir des richesses peu ou mal connues telles que les grottes préhistoriques de Sidi Latrech que l'on peut voir dans la vidéo promotionnelle de ce nouveau circuit.

Ces grottes, selon quelques données historiques, étaient des chambres funéraires groupées, étagées et creusées dans la masse rocheuse Djebel Sidi Latrach. Elle sont connues aussi par Houanet (pluriel hanout, pour désigner une chambre sépulcrale creusée dans le roc) et attestent d'une présence humaine très ancienne aux environs de Hammamet. Ces chambres creusées et taillées par l'homme préhistorique pour éterniser ses morts remonteraient selon des données historiques, à la protohistoire, période comprise entre la fin du néolithique et le début de l'histoire, ce qui équivaut à l'âge des métaux en Europe.

 **«Un nouveau circuit de randonnée unique pour explorer les richesses naturelles et historiques de la région de Sidi Jdidi et Nabeul en Tunisie.»**

En arrière de la zone côtière d'Hammamet, à une dizaine de kilomètres de la mer, le site Sidi Jdidi, identifié par une inscription avec l'antique Aradi, s'étendant sur une dizaine d'hectares a fait l'objet de nombreuses études, recherches, d'ouvrages et d'articles clés pour étudier les monuments révélés dont deux basiliques chrétiennes composant la cathédrale double qui eut une fonction funéraire illustrée par les nombreuses mosaïques signalant les tombes, lit-t-on-on dans la collection "Les Nouvelles de l'archéologie", (sur le portail de livres et de revues scientifiques OpenEdition Journals). Intitulé "Les églises de l'ancienne Aradi" .

Un texte scientifique datant de 2011 est rédigé par l'archéologue et historienne tunisienne Aïcha Ben Abed Ben Kheder et l'archéologue médiéviste Michel Fixot, membres de toute une équipe de fouilles de la campagne de l'été 2006. L'idée de fouille était de l'archéologue Paul-Albert Février, (1931-1991) un historien, archéologue et épigraphiste français spécialiste de l'Antiquité tardive.

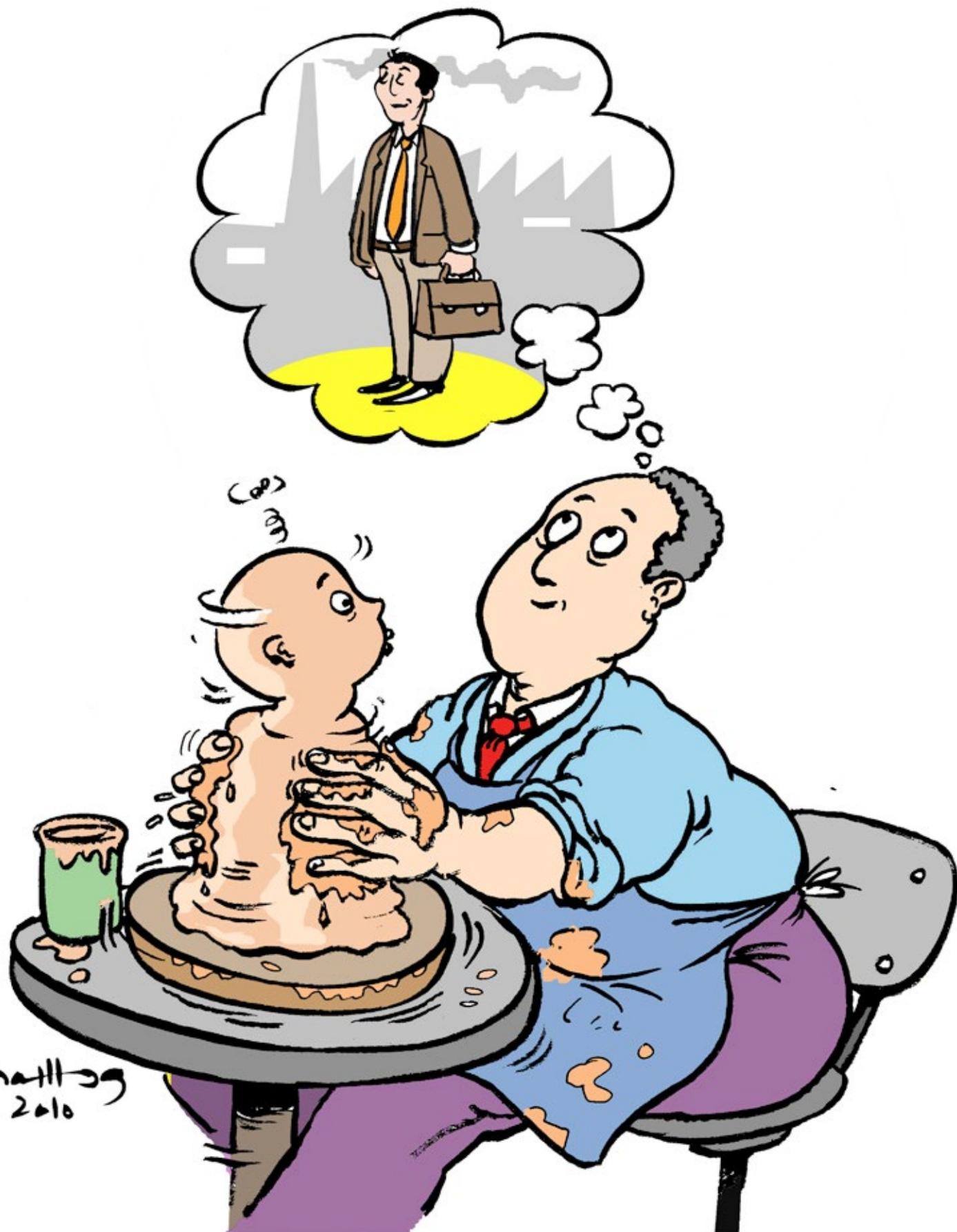
"Le désir de P.-A. Février d'établir des relations plus étroites avec le « Maghreb romain », fondées sur un travail de terrain, est à l'origine de l'étude du site de Sidi Jdidi.

La perspective était d'abord

d'exploiter les sondages qui avaient été conduits une vingtaine d'années plus tôt par les services de l'Institut national d'art et d'archéologie tunisien, devenu depuis l'Institut national du patrimoine (INP). Ces interventions avaient eu comme but de montrer l'importance potentielle du gisement archéologique alors menacé par des projets d'équipement – la construction d'un barrage, qui fut effective – et d'installation d'un habitat villageois.

 **«Un voyage dans le temps vous attend sur la Route des Randonnées de Tunisie, à la découverte des vestiges de l'antique Aradi et des grottes préhistoriques de Sidi Latrach.»**

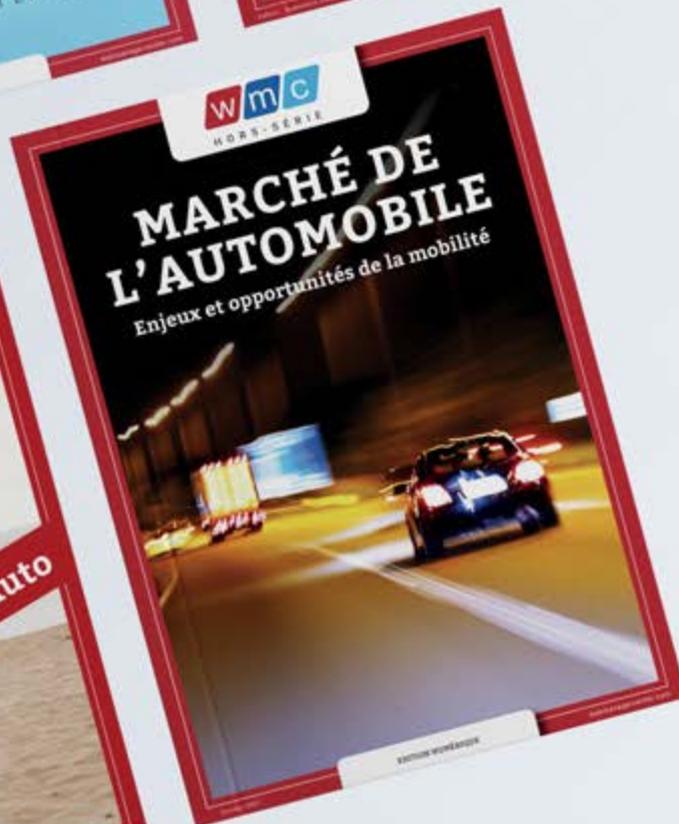
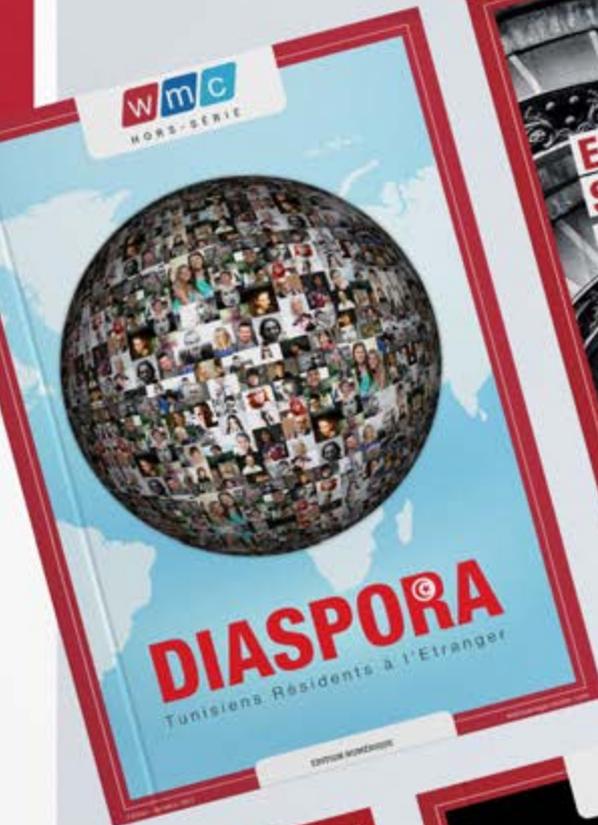
Parmi les monuments révélés partiellement à cette époque se trouvaient deux basiliques chrétiennes, dont une complétée par un baptistère de plan « en rosace » attribuable par sa forme à l'époque byzantine. Le relevé des vestiges était donc devenu une urgence, d'autant que des sols mosaïqués avaient été mis au jour, avant de prévoir d'étendre les surfaces soumises à la fouille afin d'obtenir une compréhension plus globale.



Belkhatibog
2010

DES ÉDITIONS EXCEPTIONNELLES

Des thématiques sectorielles



+ de 20.000
exemplaires
par édition



Quand l'histoire se répète ...

Il y a deux générations, BOURGUIBA libérait la Tunisie du joug colonial, et pendant que la guerre faisait rage à nos frontières, il réussit à faire voter le CSP; ensuite, il créa la République

que l'on appelle aujourd'hui "la première République". Puis, il fit de son mieux pour transformer «une poussière d'individus» en un peuple ayant un minimum social et intellectuel. Mais hélas, il

sombra dans les affres du pouvoir personnel qui le détruisit et il finit malheureusement ses jours dans une cage dorée.

Aujourd'hui, ses héritiers ont pris

la relève dans des conditions difficiles, et ce après quatre années où le pays coulait par une volonté politique vengeresse et destructrice. Maintenant, une fois le tir rectifié grâce à la volonté de ses enfants et surtout de celles que Bourguiba avait affranchis d'un joug ancestral, on se retrouve dans des conditions quasi similaires avec une guerre civile sans pitié à nos frontières.

Est-ce le destin de ce pays que de subir les événements de l'extérieur? Cela a été Rome, ce fut les envahisseurs arabes, par la suite de la France, et maintenant un pays complètement déstabilisé qui brûle à nos portes.

Ajoutez à tout ça une ambiance surchauffée dans ce monde arabe incertain, et on se demande où l'on

va et quelle ligne adopter: fermer les frontières relève du mythe puisqu'elles sont naturellement une passoire, s'engager avec les uns ou les autres... Mais encore faut-il savoir qui, ne rien dire et continuer à recevoir des réfugiés des deux camps qui viennent souvent soigner leurs blessures réciproques dans nos cliniques. J'avoue que la situation est complexe et incertaine d'autant plus que l'avenir de notre voisin est hypothéqué aussi bien par un pétrole qui flambe que par un voisin belliqueux qui s'est équipé de rafales français pour mieux l'attaquer!

La guerre par procuration, on commence à connaître, et si en Occident rien ne vaut pas une vie, pour les Occidentaux une vie ne vaut rien en Orient. Du coup,

vous vous retrouvez avec des jihadistes, des daechistes, des tistes de tout bord qui, comme disait un homme politique, «ces gens-là sont incontrôlables, ils ont senti l'odeur du sang».

Je suis totalement impuissante et presque résignée à attendre les coups du sort, mais j'ose espérer que la menace de BHL -cette arme de destruction massive-, qui prétend que la Tunisie s'est tiré une balle dans le pied, ne sera pas mise à exécution, et que ce pays lève encore la tête malgré ces oiseaux de mauvaise augure qui bouffent à tous les râteliers: donc de l'union toujours de l'union et encore plus d'unions!

iBtissem

Février 2015



KIOSQUE



LeMag n°105

- Budget 2023 : Le gouvernement Bouden propose des mesures urgentes à prendre
- «Le décret présidentiel sur la réconciliation pénale est inapplicable», affirme Faouzi Abderrahmane
- Fuite des cerveaux tunisiens
- Les beignets de Ghomrassen au patrimoine mondial de l'Unesco?



LeMag n°101

- IDE : Forte augmentation des investissements étrangers
- Impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises publiques
- De l'air pour ne plus avoir soif à l'école
- La nouvelle Golf 8 en Tunisie



LeMag n°99

- Guerre en Ukraine : L'onde de choc économique sur la Tunisie
- Pas de réduction du déficit énergétique et des prix de l'électricité sans énergies renouvelables
- Suppression des autorisations pour 12 activités économiques
- «El Hadhra» de Fadhel Jaziri : Transe au cœur de la Cité



LeMag n°91

- Risque Tunisie : Fortes pressions sociales et internationales
- Les exportations du jean tunisien aux USA ont bondi de 69% en 2021
- 1,5 million de Tunisiens auraient payé 570 MDT de pot-de-vin en 2020
- «Yallaa» ou la découverte des joies de la création avec Rania Werda



LeMag n°85

- Marché financier 2021 : Quel bilan ?
- Loi de finances 2022 : Les sociétés de Commerce International en colère
- Loi de Finances 2022 : Créances fiscales, réduction des pénalités et facilités de paiements
- Récit d'une aventure artistique de Rached Zarrai Miladi



LeMag n°79

- Recouvrement : Un frein à la pérennité de l'entreprise
- Re*Connect, promouvoir les femmes évoluant dans l'IT
- Marché de l'automobile: Des immatriculations en légère baisse en octobre
- La Tunisie n'a pas besoin du FMI pour financer son économie

w m c
HORS-SÉRIE

iPad Pro

SPECIAL
ASSURANCES
LE GUIDE DU MARCHÉ DES ASSURANCES
EN TUNISIE



Assurances
Voyages
Cyber sécurité
Santé
Habitation
Auto

EDITION NUMÉRIQUE - MAI 2021

www.wmc.com

Hyundai Creta

Une fusion parfaite entre l'élégance et la robustesse.



*Étude IPSOS – Qualimétrie
Septembre à Novembre 2023
Plus d'infos sur escda.tn

www.hyundai.com.tn

 **HYUNDAI**